

L'OPÉRATION LANCÉE HIER
**Plus de 100.000
logements
attribués**

Lire l'article de
El-Houari Dilmi page 3

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN



PLUSIEURS SALVES DE MISSILES LANCÉES

**Le Hezbollah riposte
aux attaques sionistes**

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



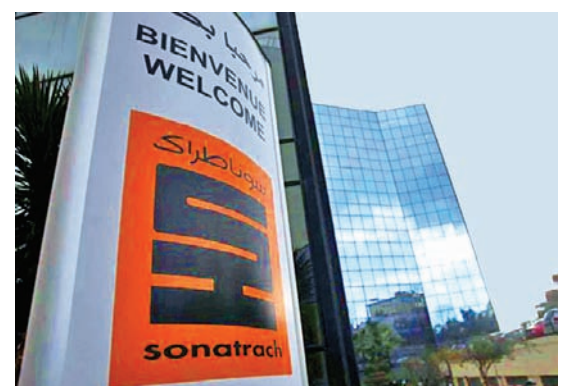
27^e ÉDITION DU SILA

**Plus de 1.000
éditeurs
de 40 pays
attendus** P.4



HYDROCARBURES

**Premières
livraisons
de gaz naturel
de Sonatrach
à la République
Tchèque** P.3



NAÂMA

**Intempéries :
des personnes
cernées
par les eaux
secourues** P.9

Plusieurs salves de missiles lancées
Le Hezbollah riposte
aux attaques sionistes



Dimanche, 394^e de l'agression contre Ghaza, le nombre de victimes de la barbarie de l'armée israélienne s'est élevé à 43.341 martyrs et 102.105 blessés, a indiqué hier le ministère de la Santé de l'enclave.

Mohamed Mehdi

La même source a ajouté que l'occupation israélienne a commis 4 massacres au cours des précédentes 24 heures, faisant 27 martyrs et 86 blessés transférés vers des hôpitaux. «L'occupation empêche toujours les fournitures médicales et des équipements de protection civile d'atteindre le nord de Ghaza», a déclaré hier le porte-parole de la Protection civile à Al Jazeera, ajoutant que les équipes sur le terrain «ne peuvent pas atteindre les victimes des bombardements israéliens» dans ces régions.

«Nous appelons le monde à œuvrer pour permettre à la Protection civile d'atteindre le nord de la bande de Ghaza» dont le travail «est suspendu de force dans toutes ces zones pour le 12e jour consécutif en raison des tirs israéliens continus», a ajouté le même responsable.

De son côté, le ministère de la Santé a lancé un appel urgent aux organisations internationales pour envoyer des «délégations médicales et chirurgicales et à faciliter leur arrivée dans les hôpitaux du nord de Ghaza» soumis à un siège total depuis le 5 octobre dernier. En outre, une enquête de l'agence d'information Associated Press (AP) a révélé qu'«Israël n'a présenté que peu, voire aucune, preuve d'une présence significative du Hamas» dans les nombreuses attaques menées par l'armée sioniste contre des établissements hospitaliers de Ghaza.

Cette conclusion fait suite à une enquête menée par l'agence «pendant plusieurs mois», au cours de laquelle elle a recueilli «des témoignages sur les raids israéliens qui ont ciblé les hôpitaux Al-Awda, indonésien et Kamal Adwan dans la bande de Ghaza, y compris des entretiens avec plus de 30 patients, des témoins, des travailleurs médicaux et humanitaires, ainsi que des responsables israéliens», rapporte Al Jazeera. L'AP affirme avoir présenté au bureau du porte-parole de l'armée israélienne un dossier répertoriant les incidents cités par les personnes interrogées, ajoutant que : «le bureau a déclaré qu'il ne pouvait pas commenter des événements spécifiques».

Par ailleurs, au moment où la seconde phase de la campagne de vaccination est censée avoir lieu, l'armée sioniste continue de bombardier l'ensemble de Ghaza, en particulier dans les régions nord, et vise aussi les endroits et les personnels désignés pour accomplir l'opération.

Hier, depuis l'aube jusqu'à 16h, le nombre de victimes des bombarde-

ments sionistes était de 32 martyrs dont 19 dans le nord de la bande de Ghaza, ainsi que des dizaines de blessés, ont rapporté des sources des sources médicales à Al Jazeera.

Le nord de Ghaza a été soumis à plusieurs bombardements visant des maisons dans les zones de Jabaliya al-Balad (6 martyrs et plusieurs blessés), Jabalia Al-Nazla (2 martyrs et des blessés), et Beit Lahia (5 martyrs, plusieurs blessés et un disparu sous les décombres). Dans le centre de Ghaza, un correspondant d'Al Jazeera a rapporté que les corps de 4 martyrs ont été retrouvés suite à des raids israéliens d'il y a quelques jours sur des maisons au nord du camp de Nuseirat. Deux autres martyrs sont tombés hier dans un bombardement israélien sur la région de Soudaniya, au nord-ouest de la ville de Ghaza.

Dans le sud de l'enclave, un correspondant d'Al Jazeera a rapporté le martyr d'un Palestinien et deux autres blessés, dans un bombardement perpétré par un drone israélien au nord-est de la ville de Rafah. Dans le camp al Shaboura, du centre de la même ville, des tirs de drone ont fait également un martyr, ajoute le journaliste.

A Khan Younes, un correspondant d'Al Jazeera a signalé plusieurs blessés dans un bombardement israélien qui a visé des citoyens dans la région de Cheikh Nasser, à l'est de la ville. Vers 15h30, le journaliste a fait part d'un autre bombardement israélien, visant toujours la région de Cheikh Nasser, qui a fait au moins 7 martyrs dont 4 enfants.

LIBAN : LE HEBOLLAH RIPOSTE AUX BOMBARDEMENTS SIONISTES

L'aviation militaire israélienne poursuit ses bombardements contre des villes libanaises du sud du pays, ainsi que des quartiers de la banlieue sud de Beyrouth. Hier, dans la matinée, le ministère libanais de la Santé a annoncé un bilan provisoire de «3 martyrs et de 9 blessés lors d'un raid de l'ennemi israélien dans le quartier de Sidon, au sud du pays».

Al Jazeera a rapporté, dimanche, que des raids sionistes ont visé plusieurs villes du sud du pays, dont : Al-Bazouriyah, Burj Al-Shamali, Siddiqin, Ghandouriya et Tibnin.

En réponse à l'agression sioniste contre le Liban et en soutien à Ghaza, le Hezbollah a répondu en lançant plusieurs salves de missiles, de drones et d'obus d'artillerie ciblant des sites militaires, des quartiers généraux des ser-

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Alliances néocoloniales

Emmanuel Macron, en affichant son soutien à la politique expansionniste du Maroc, confirme une continuité qui, loin de surprendre, alarme et indigné. Son geste, loin d'être une simple expression de diplomatie, résonne comme un écho direct du colonialisme français, une ombre persistante qui semble imprégner chaque étape de l'histoire moderne. La France, malgré les décennies passées et les révolutions dont elle s'enorgueillit, reste marquée par ce penchant ancré pour la domination, incapable de s'aligner sur les aspirations des peuples qui, eux, luttent pour l'indépendance, l'autonomie et la liberté. Ce soutien conditionné par une porte ouverte à la France et aux Français, la position marocaine sur la question du Sahara Occidental représente plus qu'une simple position politique. Il incarne un déni flagrant du droit des Sahraouis à décider de leur propre destin, droit pourtant consacré par le droit international et soutenu par des résolutions de l'ONU. En méprisant ces résolutions, Macron s'inscrit dans une longue tradition française de complicité avec des régimes qui, pour protéger leurs intérêts, n'hésitent pas à réprimer les aspirations de leurs propres populations. Ce mépris affiché pour les revendications des Sahraouis, un peuple qui endure depuis des décennies l'exil, la séparation et l'oppression, rappelle tristement les pires heures du colonialisme, lorsque la France s'acharnait à maintenir son emprise sur des territoires réclamant leur liberté. La visite de Macron et ses déclarations devant le Parlement européen renforcent cette impression : au lieu de défendre des valeurs universelles de liberté et de justice, il défend des alliances qui se moquent des droits des peuples. Une fois de plus, le président français apporte son soutien à un trône, celui du Maroc, qui, loin de représenter un modèle démocratique, a toujours été étroitement lié à une soumission historique aux puissances occidentales. Depuis Mohammed V jusqu'aux relations actuelles, le Makhzen a constamment choisi de privilégier les intérêts des puissants, au détriment de son propre peuple, acceptant la tutelle étrangère pour assurer sa propre survie. Cette allégeance, remontant jusqu'à la fameuse histoire du «vélo de la soumission», incarne une

tradition de dépendance et d'abandon des valeurs de souveraineté. Pire encore, le récent rapprochement du Maroc avec l'entité sioniste marque une in-

flexion décisive dans sa politique étrangère, où le pragmatisme brutal l'emporte sur la solidarité avec la cause palestinienne. Ce choix révèle un visage sans scrupules : le Maroc, en sacrifiant l'unité arabe pour des gains diplomatiques et sécuritaires avec un État colonial, bafoue les espoirs des peuples opprimés, reniant sa propre histoire et ses engagements régionaux. Depuis la guerre de 1967, ce pays a joué un double jeu, en contradiction avec la position commune des nations arabes, cherchant à récolter des bénéfices par des compromis obscurs. Macron, en soutenant cette politique, participe indirectement à légitimer une diplomatie bâtie sur le renoncement et l'opportunisme. Ainsi, ce soutien de Macron au Maroc apparaît non seulement comme une simple complicité, mais comme un prolongement du néocolonialisme français en Afrique du Nord. Macron, en choisissant d'ignorer les aspirations à l'autodétermination des Sahraouis et en perpétuant une relation étroite avec un régime monarchique controversé, montre que la France, au-delà de ses discours de démocratie et de liberté, reste fondamentalement alignée sur ses propres intérêts. Ce que Macron propose n'est pas une amitié, mais une alliance fondée sur des calculs géopolitiques, indifférente aux souffrances et aux aspirations des peuples. La France, qui se présente comme la patrie des droits de l'Homme, montre ici son double visage : celui d'un pays qui, pour garantir sa position, préfère s'allier avec des régimes répressifs, quitte à fouler aux pieds la dignité et les droits de peuples entiers. En refusant de soutenir les Sahraouis, en cautionnant les politiques marocaines, Macron renforce une relation où la France continue de jouer le rôle du maître, tandis que le Maroc, à travers le Makhzen, accepte et maintient cette soumission, reniant ainsi toute aspiration à une réelle souveraineté. Cette politique, loin de favoriser la paix et la justice, exacerbe la souffrance, l'humiliation et l'indignation, rappelant aux peuples colonisés que leurs droits ne seront pas reconnus tant qu'ils se heurteront aux intérêts de l'ancienne puissance coloniale.

vices de renseignement, des rassemblements militaires et des colonies.

Le Hezbollah a annoncé, hier, avoir ciblé des rassemblements de forces de l'armée israélienne dans les colonies de Zarit, de Shomera, d'Evin Menachem Basaliyah, de Baram Basaliyah, de Shlomi, et de Rosh Hanikra. Le Hezbollah a également annoncé la «destruction d'un char Merkava à la porte de Metula avec un missile guidé, ce qui a entraîné que la mort et des blessures des membres de son équipage».

Concernant les pertes sionistes à Ghaza et au Liban, l'armée d'occupation a annoncé, dimanche, la mort d'un soldat au nord de la bande de Ghaza «suite à l'explosion d'une grenade, durant la nuit de vendredi à samedi», a rapporté Al Jazeera. Le média qatari a également rapporté, citant la radio militaire israélienne, qu'un «officier du 601^e bataillon avait été grièvement blessé lors de combats dans le nord de la bande de Ghaza».

Des médias israéliens ont rapporté la mort d'une personne «des suites de blessures subies la semaine dernière à la suite de fragments de missiles (lancés depuis le sud Liban) tombés à Nahariya». Par ailleurs, Al Jazeera, citant une compagnie d'assurance israélienne, a fait part de la mort de «1802 personnes, dont 900 officiers, soldats

et membres du personnel de sécurité» depuis le début de l'opération «Déluge Al Aqsa», lancée par le Hamas le 7 octobre 2023.

UNICEF : «PLUS DE 50 ENFANTS AURAIENT ÉTÉ TUÉS À JABALIYA EN 48 HEURES»

Dans un communiqué sur les attaques meurtrières israéliennes dans le nord de Ghaza, publiée samedi 2 novembre, la directrice générale de l'UNICEF, Catherine Russell a déclaré : «au cours des dernières 48 heures seulement, plus de 50 enfants auraient été tués à Jabaliya, où des frappes ont rasé deux immeubles résidentiels abritant des centaines de personnes», ajoutant que durant la matinée «le véhicule personnel d'un membre du personnel» de l'organisation, «travaillant sur la campagne de vaccination contre la polio», «a été la cible de tirs provenant de ce que nous pensons être un quadricotère alors qu'il traversait Jabaliya-El-nazla». «La voiture a été endommagée. Heureusement, l'employée n'a pas été blessée. Mais elle est profondément secouée», ajoute Mme Russell. La responsable de l'UNICEF fait également état d'une «autre attaque à proximité d'une clinique de vaccination à Sheikh Radwan, alors qu'une campagne de vaccination contre la

polio était en cours», au cours de laquelle «au moins trois enfants» ont été blessés. «Les attaques contre Jabaliya, la clinique de vaccination et le personnel de l'UNICEF sont de nouveaux exemples des graves conséquences des frappes aveugles contre les civils dans la bande de Ghaza, ajoute la déclaration.

«Associés au nombre effroyable de décès d'enfants dans le nord de Ghaza suite à d'autres attaques, ces événements récents s'ajoutent pour écrire un autre chapitre sombre de l'une des périodes les plus sombres de cette terrible guerre», affirme encore Mme Russell, rappelant que «les civils et les structures civiles, y compris les bâtiments résidentiels, ainsi que les travailleurs humanitaires et leurs véhicules, doivent toujours être protégés conformément au droit international humanitaire».

L'organisation onusienne «demande à Israël d'ouvrir immédiatement une enquête sur les circonstances de l'attaque contre son employé et de prendre des mesures pour traduire en justice les responsables», fait appel aux «États membres» pour «user de leur influence pour garantir le respect du droit international, en accordant la priorité à la protection des enfants», avant de conclure : «Il est plus que temps de mettre fin à cette guerre. »

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44
Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

L'opération lancée hier Plus de 100.000 logements attribués

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé hier dimanche, depuis la wilaya d'Ain Defla, le lancement de l'opération de distribution de logements sous différentes formules à travers le pays.



El-Houari Dilmi

Cette distribution, prévue dans le cadre de la célébration du 70^{ème} Anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954, concerne 102.163 unités de logement, tous types confondus, à travers toutes les wilayas du pays. Chiffres à l'appui, le ministre a décliné la grande opération de distribution par type de logements, à savoir : 42.797 logements ruraux, 25.388 logements de type social locatif, 20.319 (AADL), 4.233 (LPA), 2.745 (LPL) et 6.434 lotissements sociaux.

Au sujet du programme présidentiel de construction de 2 millions de logements, durant la période 2024-2029, Tarek Belaribi a indiqué que « tout sera fait sur le terrain pour la réalisation de ce programme selon une méthodologie de travail opérationnelle qui sera mise en exécution au début de l'année prochaine », a-t-il souligné. Le lancement de ce programme ambitieux a « déjà commencé avec une première enveloppe financière, dégagée au titre de la Loi de finances 2025, avec 261 milliards de dinars au titre des autorisations d'engagement et à 349,3 milliards de dinars au titre des crédits de paiement », a révélé le ministre, ajoutant que la Loi de finances 2025

prévoit également la réalisation de 235.000 logements.

7.000 HA PRÊTS POUR LE PROGRAMME AADL 3

Belaribi a également révélé que la wilaya d'Ain Defla a bénéficié de 1.587 logements sous différentes formules, comprenant 712 aides financières pour le logement rural, 620 logements AADL, 215 logements publics locatifs et 40 logements promotionnels aidés (LPA). Les assiettes pour la réalisation du nouveau programme AADL 3, « ont déjà été dégagées sur une superficie de plus de 7.000 ha », a indiqué le ministre, ajoutant que sur 1.440.340 personnes inscrites sur la plateforme numérique du programme « AADL 3 », 1.024.342 ont été acceptées provisoirement après vérification de leur éligibilité dans le fichier national du logement.

Tarek Belaribi a également rappelé la distribution de plus de 1,7 million d'unités de logement depuis 2020, affirmant que cela constitue « une première dans l'histoire de l'Algérie ». Le ministre est également revenu sur l'enveloppe financière inscrite pour la réalisation de 931 équipements publics sur l'ensemble du territoire national. Ces équipements publics comprennent 1.546 équipements éducatifs, dont 861 groupes scolaires, 416 collèges et 269 lycées.

Tebboune reçoit le recteur de la Mosquée de Paris

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche au siège de la Présidence de la République, le recteur de la Mosquée de Paris, Dr Chems-Eddine Hafiz.

...et le vice-ministre cubain des Forces armées

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, le vice-ministre cubain des Forces armées, le Général de Corps d'Armée Joaquin Quintas Sola.

"Ma rencontre avec Monsieur le président a été fraternelle et fructueuse, dans le cadre des liens de fraternité et d'amitié qu'entretiennent l'Algérie et Cuba depuis plus

de soixante ans", a déclaré à la presse le vice-ministre cubain des Forces armées au sortir de l'audience.

"Je tiens à présenter mes vœux au peuple algérien et à ses Forces armées, à l'occasion du 70^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution algérienne, et à leur adresser à tous mes chaleureuses et fraternelles salutations. Vive l'Algérie et vive Cuba", a ajouté le Général de Corps d'Armée Joaquin Quintas Sola.

L'audience s'est déroulée en présence du Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, du ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, et du ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi.

Raïna Raïkoum

Sid Lakhdar Boumediène

Bon sang, doit-on dire «tu» ou «vous» à une personne ? L'histoire nous fait souvent hériter d'usages dont on se serait bien volontiers passé. Qui d'entre nous n'a pas rencontré la grande hésitation entre le tutoiement et le vouvoiement ?

Qui vous autorise à me tutoyer ? Par cette seule remontrance on constate la présence du pluriel alors qu'elle est la plupart du temps adressée à une seule personne. Cette situation a été épargnée aux Algériens et c'est un bonheur car elle pose un trac constant en langue française lorsqu'on discute avec une personne, essentiellement lorsqu'on l'aborde ou l'interpelle.

Le souci est que nous sommes également francophones et que beaucoup d'Algériens résident en France. Comment savoir si le vouvoiement est à respecter ? Si les choses sont parfois évidentes, elles restent une difficulté dans bien d'autres circonstances.

Vouvoyer ou tutoyer, quelle bizarrerie qui nous place dans un dilemme constant, tutoyer au risque de manque de respect ou vouvoyer au risque du ridicule.

Tutoyer ses proches est si évident comme il n'est pas acceptable par la société envers une personne inconnue ou qui détient un statut hiérarchique supérieur par exemple. Ces cas trouvent une dérogation lorsque la personne vouvoyée donne l'autorisation de tutoiement. Il y a aussi des situations marginales et si stupides qu'on en arrive à penser que c'est une provocation, deux époux qui se vouvoient comme le firent les Chirac et le font certains autres par excentricité de ceux qui veulent rappeler la noblesse de leur descendance.

Mais qui a inventé cette stupidité ? Il nous faut remonter à l'origine historique. Nos en-

seignants nous avaient appris que le début de cette affaire remonte à l'antiquité lors de la grande époque de l'empire romain. Pendant un moment de son histoire, deux frères ont partagé le pouvoir sur

l'Empire romain, Flavius Honorius et Flavius Arcadius, tous les deux restant dans la mémoire historique comme les deux empereurs Flavius.

Comme il ne fallait manquer de respect à aucun des deux, il était de coutume de s'adresser symboliquement aux deux même en l'absence de l'un. L'usage du pluriel ne disparaîtra plus jamais. Voilà pourquoi nous essayons de nous dépêtrer pour savoir lequel des deux pronoms utiliser, singulier ou pluriel. Le vouvoiement est définitivement devenu une marque de respect. Bravo Rome pour cette incongruité qui nous pose tant de soucis !

La révolution française avait tenté de le faire disparaître par un décret interdisant la pratique du vouvoiement (les braves hommes !). La raison était évidente car il représentait la marque de féodalité à laquelle étaient soumis les citoyens par les nobles et autres puissants. Rien n'y a fait car l'usage était profond et, surtout, à la république se substituera plus tard un renouveau de la royauté et même la création d'un empire.

Dans mon ancienne profession il y avait un reste de ce stupide dilemme. «Tu tutoies les étudiants ?» me disaient certains. Je leur répondais que si je vouvoyais des gamins de vingt ans que je côtoie tous les jours, ce serait la fin de tout. Et puis quoi encore ? Baiser la main du chef d'établissement en faisant une gémulation ?

Et si un jour je rentrais à la maison en disant «Comment allez-vous, ma chère épouse ?». Elle me répondrait certainement «comme une algéroise qui a eu la folie de vous épouser !».

Hydrocarbures

Premières livraisons de gaz naturel de Sonatrach à la République Tchèque

Le groupe Sonatrach a entamé la livraison des premières quantités de gaz naturel vers la Tchéquie à travers le gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie, a-t-il annoncé dimanche dans un communiqué.

«Sonatrach a entamé, en date du 1^{er} octobre 2024, la livraison des premières quantités de gaz naturel à la compagnie tchèque CEZ dans le cadre d'un contrat d'achat et de vente de gaz naturel conclu dernièrement par les deux compagnies», a précisé la même source.

Ce gaz, destiné à la fourniture de la République Tchèque, est transporté à travers le gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie, a fait savoir le communiqué.

Cette livraison intervient après «la conclusion des négociations fructueuses ayant duré deux années» entre les deux parties et constitue



«le premier jalon de coopération entre les deux compagnies en vue de consolider leur relation à plus long terme», a souligné également la compagnie nationale. Ce premier contrat permettra à Sonatrach de

«conquérir une part du marché gazier tchèque et de renforcer également son rôle de fournisseur fiable de long terme en gaz naturel du marché européen», a-t-on encore indiqué de même source.

Mine de zinc et de plomb de Bejaïa Contrat de réalisation avec une cadence «rapide»

A. Z.

La réalisation de la mine de zinc et de plomb à Thala Hamza- Oued Amizour (wilaya de Bejaïa) avance à pas résolus. Dans ce cadre, un contrat a été signé, samedi dernier, entre la joint-venture algéro-australienne 'Western Mediterranean Zinc' (WMZ) et la société chinoise 'Sinosteel', pour la réalisation de la mine de zinc et de plomb à Thala Hamza-Oued Amizour (wilaya de Béjaïa), ainsi que pour la construction d'une usine de traitement de ces deux matériaux.

L'enjeu économique étant de taille, les signataires du contrat en question devraient adopter une cadence de réalisation « rapide » de ce projet stratégique qui jouit d'un suivi constant des hautes autorités du pays, en tête desquelles le président de la République.

Un communiqué rendu public, jeudi dernier, par le groupe 'Sonarem', avait annoncé avoir convenu d'une « reformulation » du programme de réalisation du projet de zinc et de plomb, à Oued Amizour, afin d'accélérer sa mise en œuvre, et ce, suite à une série de réunions tenues les 29 et 30 octobre, lesquelles ont permis « d'évoquer avec les responsables de Sinosteel les voies d'accélérer la cadence de réalisation, avant de signer, samedi, l'accord concrétisant cet engagement.

Notons que la joint-venture algéro-australienne, qui comprend l'Entreprise nationale des produits miniers non-ferreux et des substances utiles (ENOF), l'Office national

de Recherche géologique et minière (ORGM), ainsi que la société australienne « Terramin », est chargée de la gestion du projet, tandis que 'Sinosteel' est chargée, selon le contrat signé au siège du groupe 'Sonarem', de la réalisation de la mine, de l'usine de traitement, ainsi que des infrastructures de cet important projet. On annonce que l'entrée en exploitation de cette mine créera près de 1.000 emplois directs et 4.000 indirects.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a félicité les responsables des groupes 'Sonarem', 'Terramin' et 'Sinosteel' pour la signature de ce contrat, réaffirmant « l'importance économique de ce projet et la nécessité de respecter les délais de réalisation et d'accélérer son entrée en service, prévue pour juillet 2026 », selon un communiqué du ministère. De leur côté, les P-DG de 'Terramin', Feng Cheng, de 'Sinosteel', Hua Guangming ont mis en avant « leur détermination à réaliser le projet selon les normes internationales, en faisant de ce projet un modèle de référence dans le domaine, conformément à l'étude de faisabilité y afférente, approuvée suivant les règles prévues dans les exigences de protection de l'environnement, de sécurité, et de développement économique et social, notamment à travers la création d'emplois et la formation continue.

APN

Séances plénières consacrées à la présentation du PLF 2025

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprend ses travaux, aujourd'hui lundi (09h00), en séances plénières consacrées à la présentation et au débat du projet de loi de finances (PLF) de

l'exercice 2025, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Le débat général autour du PLF 2025 se poursuivra jusqu'à mercredi 6 novembre, avant la clôture

de la plénière par les interventions des présidents des groupes parlementaires, suivies de la réponse du ministre des Finances aux interrogations des députés, selon la même source.

re des plénières par les interventions des présidents des groupes parlementaires, suivies de la réponse du ministre des Finances aux interrogations des députés, selon la même source.

62 cadres pour renforcer le travail de terrain Vaste mouvement dans le secteur de l'agriculture

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a présidé dimanche, au siège de son département ministériel à Alger, la cérémonie d'installation de 62 cadres aux niveaux central et local, suite à un vaste mouvement opéré sur les postes administratifs du secteur, l'objectif étant de renforcer le travail de terrain et de proximité avec les agriculteurs et les producteurs.

Le mouvement a concerné 11 cadres relevant de l'administration centrale (directeurs et sous-directeurs), et 51 cadres locaux, (à savoir 30 directeurs de services agricoles et 21 conservateurs des forêts).

A cette occasion, M. Cherfa a précisé que ce mouvement visait à "promouvoir le secteur agricole et à mettre en œuvre la feuille de route adoptée par l'Etat pour réaliser la stratégie de développement des cultures stratégiques à travers le travail de terrain et de proximité, en adoptant une approche proactive".

Affirmant que "l'agriculture est un travail de terrain et non administratif", le ministre a insisté sur l'impératif de ne plus suivre la métho-

de administrative, tout en recourant "aux meilleures compétences nationales pour développer le secteur de manière à répondre aux attentes du citoyen algérien".

Pour ce faire, le ministre a souligné la nécessité "d'un travail de terrain et proactif, en programmant toutes les opérations", rappelant à ce propos les plans nationaux pour l'agriculture et les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la réduction des importations des produits agricoles, notamment le blé dur et l'orge.

M. Cherfa a en outre affirmé que la relance du secteur "dépend largement du travail local avec les producteurs", mettant en avant "les plans adoptés par le secteur pour les cultures stratégiques".

S'agissant de la campagne labours-semences, il a rappelé l'engagement du secteur à réussir l'opération, notamment en ce qui concerne les légumineuses et la mise en place d'un plan pour la production des pommes de terre primeur et de garde ainsi que les plantes oléagineuses.

M. Cherfa a également évoqué la

mise en valeur des terres par irrigation, en vue d'atteindre 300 hectares irrigués dans le sud, qui seront consacrés aux céréales et aux cultures stratégiques.

Par ailleurs, il a rappelé l'importance économique du secteur, dont la contribution au PIB était de 18% l'année agricole écoulée (2023-2024), soit une production de plus de 35 milliards de dollars USD, précise le ministre.

Quant à la commercialisation des produits agricoles, le ministre a souligné "l'importance d'ouvrir des espaces commerciaux afin de garantir la disponibilité des produits à des prix raisonnables, tout en coordonnant avec les directions locales pour la commercialisation du produit agricole destiné au citoyen ou à la transformation des aliments".

Au terme de la cérémonie, le ministre a présenté ses remerciements aux services des forêts pour l'action préventive menée dans le cadre de la lutte contre les incendies des forêts et à tous les responsables veillant au développement de l'agriculture et à la préservation des forêts.

27e édition du SILA Plus de 1.000 éditeurs de 40 pays attendus



Plus de 1.000 maisons d'édition de 40 pays participent à la 27e édition du Salon international du livre d'Alger (Sila), qui se tiendra du 6 au 16 novembre, avec l'Etat du Qatar comme invité d'honneur, a indiqué, samedi à Alger, le commissaire du Salon, M. Mohammed Iguerb.

M. Iguerb a précisé dans une conférence de presse tenue à la Bibliothèque nationale, avec les membres du comité d'organisation du Salon, que cette édition, qui se tiendra au Palais des expositions (Pins Maritimes, Safex), est « organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, » sous le thème « Lire pour triompher », en « l'honneur du 70e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution du 1er Novembre ».

« 1.007 éditeurs représentant 40 pays, dont 290 éditeurs algériens, et plus de 300.000 titres seront exposés », a-t-il affirmé, ajoutant que « les participants au Salon ont bénéficié d'exonérations des taxes douanières afin que les prix des livres soient à la portée des lecteurs ».

La 27e édition verra « la présentation des dernières publications littéraires, scientifiques et autres spécialités, ainsi qu'un programme culturel riche et diversifié avec des conférences et des séances-débats, outre, des rencontres professionnelles et des soirées poétiques animées par une sélection d'écrivains et d'intellectuels d'Algérie, de pays arabes et étrangers », selon M. Iguerb.

Ce Salon, qui coïncide avec le 70e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution du 1er Novembre, accorde une grande importance à cet événement historique, avec la programmation de plusieurs rencontres sur la Mémoire nationale et la Guerre de libération, en sus de la distinction d'un nombre de figures littéraires et historiques nationales, décédées ou encore en vie », a-t-il encore précisé.

S'agissant du programme culturel, il a indiqué qu'il « comprend 6 grands axes à savoir Histoire et Mémoire (70e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution du 1er Novembre) Palestine, Qatar invité d'honneur, Afrique, Lettres et patrimoine culturel algérien. Un espace dédié aux enfants pour des activités éducatives et culturelles, des ateliers de théâtre, de dessin, des concours et des jeux éducatifs, sont également prévus.

Evoquant l'axe Histoire et Mémoire, le commissaire du Salon a indiqué que des conférences historiques sur « l'esprit de la Révolution du 1er novembre 1954 et son image dans les écrits arabes et universels » et « les crimes commis par la France coloniale », sont prévues ainsi que d'autres thèmes liés à la mémoire, aux jeunes et à la résistance.

Pour la Palestine, l'accent sera mis sur la lutte intellectuelle et littéraire du peuple palestinien. Un débat devant être animé autour de l'interaction des Algériens avec la cause palestinienne à travers l'histoire, en insistant notamment sur la résistance à travers la littérature et le cinéma et la résistance du peuple palestinien à Ghaza.

Il a rappelé que « le Qatar, invité d'honneur de cette édition, présentera un programme riche qui prévoit des activités et rencontres avec des écrivains, chercheurs, créateurs et professionnels du secteur culturel, sur le roman qatari, la traduction, la préservation du patrimoine qatari, l'expérience du prix Katara de littérature, et ce pour renforcer les liens entre l'Algérie et ce pays ».

Le Salon réserve, comme chaque année, un espace à l'Afrique, destiné à accueillir les intellectuels africains pour parler des perspectives intellectuelles et créatives africaines et débattre des causes de libération dans le continent, dont la question du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique et la cause palestinienne, selon le commissaire.

Il a évoqué, par ailleurs, la contribution de certaines instances nationales et départements ministériels à l'enrichissement du programme culturel du salon, à l'instar du ministère des Moudjahidines et des Ayants-droit, du Haut conseil islamique (HCI), de Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), du Haut Conseil de la langue arabe (HCLA), de l'Académie algérienne de la langue arabe (AALA), de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA), ainsi que les syndicats des éditeurs.

Le commissaire du SILA a donné les détails du prix « Mon premier livre » dédié aux jeunes auteurs, organisé par le commissariat du salon sous le patronage du ministère de la Culture et des Arts.

Ce prix s'adresse aux jeunes auteurs de moins de 35 ans, dont le premier livre a été publié en 2024.

Reconnaissance incomplète et mémoire entravée

L'assassinat de Larbi Ben M'hidi

et l'enjeu de la réconciliation entre la France et l'Algérie

Par Salah Lakoues

La reconnaissance par la France de sa défaite militaire et politique face au Front de libération nationale (FLN) algérien représente un point central pour tout rapprochement sincère entre les deux pays. Tant que la France continuera à éviter cette reconnaissance, les perspectives de réconciliation resteront limitées, car le refus d'admettre la réalité de cette défaite laisse en suspens une grande partie de la mémoire coloniale et renforce des positions de méfiance et de distance.

LE POIDS SYMBOLIQUE DE LA DÉFAITE NON RECONNUE

La guerre d'Algérie n'a pas été seulement une lutte armée ; elle a été une défaite morale et politique pour le colonialisme français. En refusant de reconnaître la nature de cette défaite face à un mouvement nationaliste déterminé, l'État français entretient une narration incomplète et parfois déformée de cette période, ce qui maintient des tensions et empêche l'acceptation de la réalité historique. Cette non-reconnaissance fait également obstacle à la dignité du combat des Algériens, qui ont versé un lourd tribut pour obtenir leur indépendance. Admettre cette défaite serait donc un acte de respect envers le peuple algérien et une base de dialogue véritable.

REFUS DE RECONNAISSANCE ET PERSISTANCE DES TENSIONS MÉMORIELLES

La politique mémorielle française est souvent marquée par des silences et des demi-mesures. Ce refus de regarder en face la défaite en Algérie alimente les tensions internes en France, où certaines franges politiques et sociales continuent de se réfugier dans une « rente mémorielle » et une nostalgie coloniale. Cette mémoire sélective nuit aux relations avec l'Algérie, qui perçoit l'absence de reconnaissance de la défaite comme un signe d'arrogance et de déni. Pour l'Algérie, la guerre d'indépendance est fondatrice, et le manque de reconnaissance française empêche la guérison de plaies profondes. 3. Importance d'une reconnaissance pour une véritable réconciliation Admettre la défaite de la France en Algérie ne signifierait pas seulement reconnaître la réalité militaire et politique de cette époque ; ce serait aussi un geste nécessaire pour établir des relations d'égal à égal. Tant que la France évite cette reconnaissance, elle semble préserver un rapport de supériorité postcolonial, ce qui empêche la confiance mutuelle. Une reconnaissance officielle permettrait non seulement d'apaiser les mémoires, mais aussi de construire une relation bilatérale fondée sur la transparence et le respect, essentiel pour faire avancer les intérêts communs dans des domaines tels que la sécurité, l'économie, et la culture.

UNE LEÇON POUR LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

Admettre cette défaite serait un geste courageux, aligné avec les valeurs de transparence et de justice que la France aspire à incarner. Cela permettrait à la France d'avancer dans la construction d'une politique étrangère cohérente vis-à-vis de ses anciennes colonies, en laissant derrière elle l'ombre du passé colonial. Un geste fort dans cette direction pourrait inspirer d'autres pays européens à affronter leur propre passé colonial et renforcerait la crédibilité de la France dans ses efforts

de médiation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. En somme, la reconnaissance de la défaite face au FLN pourrait marquer le début d'une nouvelle ère de relations franco-algériennes. Elle représenterait une étape cruciale pour dépasser les héritages coloniaux et pourrait servir de socle pour une coopération authentique entre les deux pays, fondée sur l'égalité et la réciprocité.

La position d'Emmanuel Macron concernant la réconciliation avec l'Algérie et la reconnaissance des crimes de guerre français semble en effet empreinte d'ambiguïtés qui laissent penser qu'il s'agit plus d'un calcul politique que d'une démarche sincère vers la résolution et la réconciliation. En effet, la gestion de la mémoire coloniale en France est souvent perçue comme une rente mémorielle, exploitée pour des gains politiques par certains responsables, dont Macron, qui jongle entre des pressions contradictoires pour maintenir l'appui de diverses factions politiques en France.

UNE APPROCHE CALCULÉE DE LA RÉCONCILIATION MÉMORIELLE

Macron, bien que le premier président à avoir initié des gestes publics d'apaisement avec l'Algérie, semble hésiter à adopter une approche pleinement honnête et transparente concernant les atrocités coloniales. Lors de certaines de ses interventions, il reconnaît des crimes spécifiques – par exemple, l'assassinat d'Ali Boumendjel et récemment celui de Larbi Ben M'hidi – mais il le fait souvent de manière limitée, sans reconnaître la chaîne de responsabilité étatique, y compris les ordres émis au plus haut niveau de l'État à l'époque. Cette stratégie ponctuelle de reconnaissance partielle des crimes a l'air d'un compromis visant à éviter les critiques, à satisfaire les attentes symboliques de certains, mais sans vraiment engager la France dans un processus de réparation ou d'excuses officielles. 2. Un discours de la « violence de part et d'autre » Macron et une partie de la classe politique française, en particulier à droite et à l'extrême droite, invoquent régulièrement la « violence de part et d'autre » pour éviter de reconnaître la nature spécifique des violences coloniales françaises. Ce discours, en posant une équivalence entre la violence de l'armée coloniale et celle des résistants algériens, dilue les responsabilités de l'État colonial et nie le droit fondamental des peuples colonisés à se défendre. Pour beaucoup, cette position est perçue comme un moyen de minimiser l'importance de l'occupation et d'éviter d'assumer la responsabilité historique de la France, tout en insistant sur l'idée que les deux camps seraient coupables d'actes également répréhensibles.

EXPLOITATION DE LA RENTE MÉMORIELLE POUR DES GAINS POLITIQUES

En manipulant les souvenirs de la guerre d'Algérie, Macron et certains membres de la droite et de l'extrême droite utilisent cette « rente mémorielle » pour gagner en popularité auprès de segments de la population française sensibles aux récits de grandeur impériale ou à la nostalgie coloniale. La mémoire de la guerre d'Algérie est ainsi exploitée pour mobiliser l'électorat à droite, tout en empêchant une véritable réconciliation. Ce jeu politique favorise une instrumentalisation de l'histoire, où chaque pas vers la reconnaissance des crimes coloniaux est immédiatement suivi d'un recul pour

éviter de froisser les courants politiques qui voient dans cette époque une défaite militaire et politique de la France.

IMPACT SUR LES RELATIONS AVEC L'ALGÉRIE ET LE MONDE ARABE

Cette hésitation et cette ambivalence affectent considérablement les relations de la France avec l'Algérie, qui attend depuis des décennies une reconnaissance officielle et complète des violences coloniales. Chaque geste incomplet de Macron suscite plus de méfiance que de confiance, non seulement en Algérie, mais dans tout le monde arabe, où les souvenirs de la colonisation française restent vivaces. La France perd ainsi une occasion historique d'établir des relations sincères et équilibrées avec ses anciennes colonies, et compromet sa capacité à jouer un rôle influent dans la région. En somme, l'approche de Macron vis-à-vis de la mémoire de la guerre d'Algérie est plus un calcul politique qu'un engagement sincère en faveur de la justice et de la réconciliation. Ses demi-mesures et son insistance sur la violence des deux côtés font de la mémoire de la guerre d'Algérie un outil de politique intérieure, exploitée pour maintenir l'équilibre avec les forces politiques de droite et d'extrême droite, au détriment d'une véritable démarche de réconciliation historique. La reconnaissance par Emmanuel Macron de l'assassinat de Larbi Ben M'hidi par l'armée française est une avancée dans la reconnaissance des violences coloniales, mais elle reste perçue par beaucoup comme insuffisante. En effet, la détention de Ben M'hidi en plein centre d'Alger, suivie de plusieurs interrogatoires avec les généraux, confirme l'exécution préméditée, ordonnée par les autorités françaises de l'époque. Le général Paul Aussaresses lui-même avait reconnu cette exécution en la justifiant, ce qui démontre que la responsabilité était assumée au plus haut niveau.

Le fait que le gouvernement français persiste dans une approche parcelaire de la reconnaissance de ses responsabilités semble maintenir une barrière symbolique importante entre les peuples algérien et français. Sans une reconnaissance sincère et complète des faits, il sera difficile d'instaurer une véritable réconciliation, car cette reconnaissance est fondamentale pour restaurer la mémoire et ouvrir la voie à un dialogue transparent.

Discours de Macron au Parlement marocain : une rhétorique polarisante qui heurte les sensibilités arabes et ternit l'image de la France Lors de son discours devant le Parlement marocain, Emmanuel Macron a effectivement provoqué une vague d'indignation en qualifiant les résistants palestiniens de « barbares », ce qui a profondément heurté une grande partie du peuple marocain et des observateurs du monde arabe. Cette déclaration a été perçue comme insensible et éloignée des réalités du conflit israélo-palestinien, où le soutien à la cause palestinienne demeure fort, tant au Maroc que dans l'ensemble de la région.

1. Déconnexion avec les sensibilités populaires au Maroc 2. Le peuple marocain, comme beaucoup d'autres peuples du monde arabe et musulman, exprime une profonde solidarité envers la cause palestinienne, considérant la lutte pour la souveraineté et la dignité palestinienne comme un combat juste. En qualifiant les résistants de « barbares », Macron a semblé non seulement mépriser cette sensibilité,

mais également réduire un mouvement de résistance complexe et enraciné à une vision simpliste et caricaturale. Cette rhétorique a eu un effet polarisant, rappelant des attitudes coloniales où les résistances locales étaient dépeintes de manière péjorative.

L'IMPACT SUR L'IMAGE DE LA FRANCE AU MAROC ET DANS LE MONDE ARABE

En adoptant un ton aussi critique vis-à-vis de la résistance palestinienne, Macron affaiblit l'image de la France dans une région où le soutien à la Palestine est considéré comme un principe moral. Ce discours a été interprété par certains comme une tentative de flatter Israël et ses alliés, au détriment des droits des Palestiniens, ce qui ne fait qu'aggraver l'image de la France en tant que puissance qui favorise des positions jugées injustes par une majorité dans le monde arabe. 3. Incompréhension des contextes historiques et culturels La sortie de Macron a également révélé, pour certains, un manque de sensibilité aux contextes historiques et culturels de la région.

La résistance palestinienne ne peut pas être interprétée uniquement à travers le prisme de la violence ; elle est, pour beaucoup, une lutte légitime pour la liberté et la dignité dans un contexte d'occupation prolongée. Ce type de discours renforce la perception d'un désintérêt ou d'une incompréhension des souffrances palestiniennes et d'une volonté d'appliquer un double standard en matière de droits humains.

RÉPERCUSSIONS DIPLOMATIQUES POUR LA FRANCE

Ce discours a des répercussions diplomatiques pour la France, qui est perçue comme adoptant une position de plus en plus unilatérale dans le conflit israélo-palestinien. Des propos aussi polarisants ne font que creuser le fossé entre Paris et plusieurs pays arabes, qui interprètent cela comme une rupture avec les principes de dialogue et de respect mutuel. Macron compromet ainsi la capacité de la France à jouer un rôle de médiateur impartial, une position qui avait historiquement permis à la France d'être un pont entre l'Europe et le monde arabe. En somme, ce discours, en heurtant les sensibilités marocaines et arabes, met en lumière une dissonance entre la politique étrangère française et les attentes des peuples de la région. Si la France souhaite restaurer son influence et son image de puissance équilibrée, elle devra faire preuve de plus de discernement dans ses prises de position et veiller à ne pas sous-estimer les répercussions de déclarations jugées offensantes ou partiales. La politique d'Emmanuel Macron présente des éléments qui, pour beaucoup, semblent alignés avec des orientations d'extrême droite et une vision néocoloniale des relations internationales, en particulier vis-à-vis de l'Afrique et du monde arabe.

Bien que Macron ait commencé sa présidence en se positionnant comme une figure centriste et réformatrice, ses prises de position récentes et sa gestion des crises montrent un glissement vers des postures plus conservatrices, sécuritaires, et parfois même néocoloniales.

RAPPROCHEMENT AVEC LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE

Face aux tensions internes et à la montée de l'extrême droite, Macron a adopté un discours de

plus en plus sécuritaire, notamment sur les questions de l'immigration et de l'islam en France. En durcissant sa position, il se rapproche de l'agenda de la droite et de l'extrême droite, dans une tentative apparente de capter leur électorat. Cela se traduit par des lois et des discours qui renforcent les contrôles et les mesures restrictives, souvent perçus comme visant des minorités spécifiques, ce qui alimente la stigmatisation et renforce les divisions sociales.

POSITION NÉOCOLONIALE DANS LES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE

La politique africaine de Macron est marquée par une posture ambiguë qui combine un discours de coopération avec des pratiques néocoloniales. Par exemple, ses interventions en Afrique et son ton parfois paternaliste lors de ses discours – notamment lorsqu'il parle de « responsabiliser » les dirigeants africains ou lorsqu'il évoque le rôle « protecteur » de la France – suscitent des critiques. Cette attitude entretient un rapport d'inégalité qui rappelle les anciens schémas de domination coloniale, alimentant une méfiance grandissante des peuples africains envers la France. 3. Position ambiguë sur le Sahara occidental et les relations avec le Maroc. La reconnaissance tacite par Macron de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, malgré les résolutions des Nations unies, a également ravivé les critiques sur une politique étrangère influencée par des intérêts géopolitiques et économiques au détriment des droits des peuples. En soutenant indirectement la position marocaine, il semble faire passer les intérêts de la France avant le droit à l'autodétermination, renvoyant une image de la France qui reste liée à ses anciens réseaux d'influence coloniale et prête à les préserver par des alliances stratégiques.

3. Une politique intérieure qui divise et marginalise 4. Sur le plan intérieur, Macron a pris des positions qui renforcent les inégalités sociales et marginalisent certaines communautés. Son insistance sur la loi et l'ordre face aux mouvements sociaux, comme les Gilets jaunes ou les protestations contre la réforme des retraites, a renforcé une image d'autoritarisme. Par ailleurs, les discours sur la laïcité, souvent interprétés comme des attaques déguisées contre les musulmans en France, sont perçus comme des tentatives pour séduire l'électorat de droite et de l'extrême droite, au détriment de l'unité nationale. 5. Un virage qui affaiblit la diplomatie et l'image de la France

Le positionnement de Macron ternit l'image de la France en tant que nation des droits de l'homme et affaiblit sa diplomatie. En Afrique et dans le monde arabe, cette posture est souvent perçue comme hypocrite, car elle contraste avec les idéaux de liberté et de justice que la France affirme défendre. Le résultat est une perte de crédibilité, rendant plus difficile la coopération avec les pays qui perçoivent la France comme une puissance néocoloniale en déclin. En somme, les orientations politiques de Macron, qu'elles soient dictées par des calculs électoraux ou des choix idéologiques, tendent vers un mélange de conservatisme et de néocolonialisme. Cette approche risque non seulement de fracturer la société française, mais également de distancer la France de ses partenaires internationaux, qui pourraient se tourner vers d'autres alliances perçues comme plus équitables et respectueuses de leur souveraineté.

La tentation de Mars^[1]

Par Derguini Arezki

Suite et fin

Ces populations ont de la peine à s'adapter, elles doivent comme intensifier leur compétition alors qu'elles auraient souhaité partir sinon en retraite méritée. « Du jour au lendemain, l'interdépendance économique qui, jusqu'alors, avait été un gage de sécurité, est devenue une source d'insécurité. »^[7]

La fin du modèle social-démocrate réside dans le fait que son économie non marchande reposait sur l'économie marchande, que son équité sociale reposait sur son efficacité économique. Avec l'affaiblissement de la croissance, les recettes de l'État social n'arrivent plus à couvrir ses dépenses. Et qu'avec le vieillissement, les recettes de l'impôt croissent moins vite que les dépenses sociales. L'État n'a pas d'autre solution que de couper dans ses dépenses sociales (quelles populations en souffriront les premières ?), il doit aussi couper dans les dépenses d'investissement qui engagent son futur et dont il reconnaît la nécessité. Le consentement à l'impôt devient plus difficile avec l'inefficacité de l'action publique. « Il y a un lien profond, bien que tacite, entre modèle social, consentement à l'impôt et efficacité de l'action publique. »^[8] La confiance dans l'action collective qui est au fondement de la légitimité de l'État social, du consentement à l'impôt, de la culture d'adaptation au changement et des relations sociales est minée. Selon le chercheur suédois Bo Rothstein la confiance qui renvoyait à la qualité des institutions publiques et aux « arènes » de délibération collective comme les instances du dialogue social, n'est plus justifiée par l'expérience sociale et l'efficacité de l'action publique. « La confiance se mérite.... Les responsables politiques suédois sont parfaitement conscients du fait que, pour consentir à l'impôt, les contribuables ont besoin de croire non seulement dans la légitimité des politiques menées, mais aussi dans leur réalisation effective : au-delà de la légitimité des procédures, c'est le résultat final qui compte. »^[9] Mobilité sociale. « Les études n'étaient jamais payantes en Suède : ni dans le public, ni dans le privé, ni dans le supérieur, ni dans les échelons inférieurs. » Le modèle suédois a généré du dynamisme économique et de l'innovation en réduisant les écarts de revenus entre les diplômés du supérieur et les catégories moins qualifiées. Dans ce modèle, « moins la rentabilité relative de l'éducation est élevée, c'est-à-dire moins l'impact de chaque année de formation supplémentaire sur les revenus futurs de l'individu est fort, plus la mobilité sociale augmente. »^[10] Avec l'incertitude actuelle sur la croissance, la confiance dans l'efficacité et l'équité du modèle social est ébranlée.

Le dynamisme de la production marchande a donc soutenu le modèle social-démocrate suédois. Avec la contraction de l'économie marchande sous l'effet d'une redistribution de la production mondiale en faveur des pays émergents et sous l'effet d'une polarisation du marché mondial du travail, le modèle social-démocrate entre en crise. Les rapports de l'économie marchande et de l'économie non marchande se modifient. L'économie non marchande publique qui s'appuie sur l'économie marchande va se contracter avec la contraction de cette dernière. Il faut donc distinguer entre économie non marchande publique et économie non marchande privée. Avec le développement de l'économie marchande, l'économie non marchande publique s'est substituée à l'économie non marchande privée. Avec la contraction de l'économie marchande, on devrait assister au processus inverse : l'économie non marchande se substituant à l'économie non marchande publique. Mais l'inversion du processus de substitution ne va pas de soi. Il y a comme un

cliquet anti-retour que constitue les habitudes sociales. L'individu s'est émancipé de la famille, mais est devenu dépendant des riches (l'impôt). S'appuyer alors à nouveau sur la famille ou le groupe apparaît comme une régression. L'État social suédois a poussé le principe de la substitution de la production non marchande publique à la production marchande (« démarchandisation » ou « socialisation ») plus loin que les autres, couvrant progressivement les différentes étapes de la vie des citoyens, de la petite enfance jusqu'aux soins des personnes âgées. Dès 1971 il décide la suppression du devoir légal des enfants majeurs envers leurs ascendants âgés, reportant entièrement sur l'État et les collectivités la charge de garantir l'autonomie et les soins des personnes âgées – obligation d'offrir un logement, allocations en complément des retraites, maisons de retraite financées par l'impôt, etc. La solidarité intergénérationnelle repose moins sur la solidarité familiale et plus sur la socialisation des ressources. Si les inquiétudes et les critiques concernant la qualité des soins dans les maisons de retraite reviennent régulièrement dans le débat public suédois, on constate que, dans les enquêtes menées auprès des personnes âgées, ces dernières ne souhaitent pas un retour au financement par la famille. « L'intermédiation de l'État marche aussi en sens inverse, le devoir financier des parents vis-à-vis de leurs enfants s'arrêtant à 18 ans et à l'école secondaire. Pour permettre aux jeunes d'étudier à l'université ou de suivre une formation professionnelle... »^[11] Dans le modèle suédois, l'intermédiation de l'État s'est généralisée aux rapports sociaux : hommes-femmes : les crèches libèrent les femmes du travail domestique ; entre parents et enfants, il libère les parents et les enfants de leur charge mutuelle. La société suédoise déporte donc avec succès la solidarité du milieu familial au milieu social et économique. Le modèle se révèle efficace (croissance économique forte) et équitable (forte mobilité sociale). Pour la coopération sociale et économique, il est indéniable qu'une bonne solidarité sociale est plus efficace qu'une solidarité familiale, autrement dit une coopération sociale forte est plus utile à la compétitivité de l'économie qu'une solidarité familiale. Mais là où le modèle pêche par défaut, c'est qu'en cas d'inefficacité économique, l'impôt ne peut plus soutenir la solidarité sociale et il ne peut plus compter sur la solidarité familiale pour permettre une « démarchandisation » des services sociaux. Ni permettre à la solidarité sociale de se rabattre de l'échelle globale à l'échelle locale, la liberté de choix des individus qui s'est imposée instruisant une préférence pour l'inégalité^[12].

C'est que la continuité entre solidarité familiale et solidarité sociale a été rompue, on ne peut plus aller de l'un à l'autre selon les circonstances. Il va falloir retrouver la solidarité entre les niveaux familial, local et national. On peut dire qu'entre les valeurs familiales, de groupe et de nation, la complémentarité a lâché les valeurs familiales encore que beaucoup moins que les autres sociétés libérales. La social-démocratie suédoise a fait peu cas des valeurs familiales, si l'on sort des sociétés libérales pour comparer avec la Chine et autres pays d'Asie orientale. Enivrée qu'elle fut en partie par la liberté individuelle que lui enviaient tant les autres sociétés européennes. La proximité de la révolution d'octobre a fait comprendre aux social-démocrates, qui se sont séparés des communistes au début du XX^e siècle, l'importance de s'attacher les travailleurs. D'un autre côté, le syndicat des employés a vu l'intérêt d'avoir un monde du travail uni, un marché du travail uni^[13]. Ce qu'il faut comprendre, c'est que la séparation du travail et du capital a été réduite à son minimum :

le travail doit être dans le (combat du) capital (efficacité économique) et le capital doit être dans le (combat du) travail (équité sociale) face au monde et aux soviets. C'est dans cette situation stratégique que la social-démocratie suédoise se devait être exemplaire. Situation stratégique qui a changé aujourd'hui et qui fait que la propriété est moins soucieuse de s'attacher à une classe ouvrière qui se délite, à un monde du travail victime de polarisations. Il apparaît maintenant à la société suédoise que l'une de ses forces, ses valeurs de groupe, sur lesquelles s'appuyait sa solidarité sociale en même temps que sur son économie, est devenue une faiblesse. La capacité d'intégration des étrangers s'est trouvée réduite. L'insoutenable de ses dépenses sociales attise les disensions de groupe. Elle rêve maintenant d'homogénéité ethnique pour resserrer ses liens. L'économie faisant défaut pour faire complémentarité, c'est vers l'ethnie que l'on se tourne, plus tard vers l'économie non marchande privée.

LA FIN DE L'ÈRE DE L'IMITATION

La majorité des sociétés postcoloniales n'ont pas pu combler le fossé qui les séparait des anciennes puissances coloniales. Leur appropriation de la modernité, la modernisation de leur société, n'a pas conduit à une appropriation du savoir-faire mondial, mais à une séparation des producteurs de leurs conditions de production, à une destruction de leur savoir-faire et de leur savoir-être. Leur appropriation de la modernité a été pour la plupart une imitation sans accumulation, un ensausage.

« La différence entre la Chine, l'Europe centrale et la Russie postcommunistes épouse étroitement la distinction entre trois styles de stratégies de développement : à savoir, imiter les moyens (ou emprunter), imiter les fins (ou se convertir) et imiter les apparences (ou simuler).... les élites centre-européennes... aspiraient à devenir des converties, dont l'occidentalisation a permis ensuite à une contre-élite réactionnaire de s'emparer des symboles politiques les plus représentatifs de l'identité nationale. En Russie, en revanche, les élites post-soviétiques ont fait semblant d'imiter les normes ainsi que les institutions occidentales.... C'étaient des stratégies de l'impoture. À l'inverse, la Chine a emprunté à l'Occident, à la fois ouvertement et clandestinement.... C'étaient d'ingénieurs praticiens de l'appropriation. Recourir à des accords de coentreprise pour forcer les entreprises occidentales à transférer des technologies innovantes vers leurs partenaires chinois n'implique aucune hypocrisie démocratique et ne fait courir aucun risque à l'identité nationale. De même, alors que le tiers de tous les étudiants étrangers des universités américaines viennent de Chine, ils suivent surtout des cursus de science et d'ingénierie, pas de libéralisme et de démocratie.

Les Chinois comptent parmi les imitateurs les plus implacables et les plus accomplis de l'Occident dans les domaines de la technologie, de la mode, de l'architecture, etc., mais ils ont explicitement rejeté l'imitation de la démocratie libérale occidentale pour laquelle les manifestants de Tian'anmen avaient naïvement proclamé leur préférence. Ils empruntent avec exubérance, mais refusent de se convertir. Ils n'ont pas non plus éprouvé le même besoin que Moscou de simuler la démocratie occidentale ou de mettre à nu l'hypocrisie américaine en reproduisant l'image-miroir de la violation des lois internationales par les États-Unis. Emprunter ou voler des technologies vous enrichit, en tout cas, alors qu'imiter les valeurs morales menace votre identité et simuler la démocratie pour révéler l'hypocrisie semble inutile. »^[14]

En guise de conclusion

Production marchande et non

marchande. On a vu avec le modèle suédois de la social-démocratie, que la production marchande permettait la substitution de la production marchande et de la production non marchande privée par la production non marchande publique et qu'en retour l'équité sociale qui en résultait dynamisait la production marchande^[15].

C'est ce cercle vertueux qui ne fonctionne plus aujourd'hui. La croissance économique ne peut plus fournir l'impôt nécessaire à la politique de substitution de la production marchande par la production non marchande publique, le consentement à l'impôt est mis à l'épreuve par la polarisation du marché du travail. Tout le monde ne peut plus faire partie de la compétition mondiale. La relation propriété travail se distend, le dialogue social s'effrite. Nous avons soutenu que la crise sociale résultant du ralentissement de la croissance se manifestait par des productions marchande (l'économie) et non marchande (le social) qui cessent d'être complémentaires et par la difficulté de la production non marchande privée à se substituer à la production non marchande publique. Avec la polarisation du marché du travail, il faut plus de travailleurs préposés aux personnes et moins de travailleurs préposés aux machines. C'est cette polarisation qui n'est plus soutenable écologiquement et socialement. De nouvelles complémentarités de la production marchande et non marchande, de la propriété et du travail sont requises. Comment y parvenir là est la question.

La situation est encore plus nette pour l'État social des sociétés postcoloniales où les mauvais marchés ont introduit davantage de désordre dans la société. La croissance y avait promu un ordre factice, « un marché sans marchands », une économie sans industrie, une production marchande peu diversifiée et une société des individus sans société. Ce qu'exprime la crise ce sont des rapports asymétriques et mal embouchés entre la société et la nature, les humains et les non-humains, entre l'individu et le monde, entre l'individu social, le groupe et la famille. La société s'est mal insérée dans la nature et dans le monde, elle a du mal à soutenir l'individu qu'elle a promu et l'individu ne peut plus se soutenir de la famille de laquelle il s'est détaché et de la nature qu'il a détruit. La crise de la société dans son mouvement de fuite en avant se traduit par une polarisation, un enrichissement des riches qui consentent moins à l'impôt et un appauvrissement des pauvres qui subissent de plus en plus un état de travailleurs sans travail. Au plan mondial cela se traduit par une concentration de propriétaires dans certaines métropoles autour desquels gravite un monde du travail divisé entre travailleurs préposés aux machines et travailleurs préposés aux personnes alors que sur d'autres territoires, des travailleurs sans travail sont concentrés et cantonnés.

Les sociétés résilientes se caractérisent par une complémentarité du travail et de la propriété, de la production marchande et de la production non marchande. Elles se différencient entre propriétaires travailleurs et travailleurs propriétaires (l'un pouvant devenir l'autre) plutôt qu'en purs propriétaires et purs travailleurs où propriété et travail tendent à s'exclure mutuellement et leurs rapports réglés par une substitution constante du capital au travail. Ce qui suppose une autre distribution du savoir et du capital matériel dans le cadre d'une résolution de la crise sociale et écologique. On peut constater aujourd'hui la difficulté d'une résolution simultanée de la crise sociale et de la crise écologique.

Les crises sociales s'opposent à la résolution de la crise écologique, mais la crise écologique finira par imposer ses solutions aux sociétés, si elles ne les choisissent pas. Dans le cours du monde actuel, il est difficile d'envisager

une réforme des rapports entre propriété et travail, entre production marchande et non marchande, avant que ne survienne un effondrement. La crise entre production marchande et non marchande imposant une nouvelle définition non consentie des rapports de la propriété et du travail. Les rapports se tendent de plus en plus au sein des sociétés et entre les sociétés, ils ne seront pas soutenables. Survivra un après où l'on pourra distinguer celles qui l'ont préparé, de celles qui l'ont ignoré. Celles qui se préparent à traverser la zone des tempêtes auront envisagé une nouvelle complémentarité entre la propriété et le travail en même temps qu'une différenciation autrement complémentaire entre les différentes productions (production marchande et productions non marchandes naturelles et sociales) pour la mettre en œuvre au moment opportun. Au moment opportun, car c'est le cours du monde qui dicte sa loi, le cours du monde qui mêle nature et société, humains et non humains, propriétaires et travailleurs.

Dans le cours actuel des choses, une migration tournante, choisie de part et d'autre, dans la perspective d'une nouvelle complémentarité entre propriété et travail, apparaît pertinente. Elle permettrait une pacification du monde en réduisant progressivement les écarts entre les conditions de travail et de vie, en faisant circuler le savoir-faire et le travail mort entre le Nord et le Sud. Seules une migration tournante et une déconcentration de la propriété qui mettraient en dialogue les sociétés, riches et pauvres, sur leurs conditions de vie et d'existence sont en mesure d'établir des flux normaux entre elles. Peut-être faudra-t-il en passer par certaines guerres^[16].

Quand les humains auront suffisamment détruit par leurs guerres, peut-être constateront-ils qu'ils détruisent ce dont ils dépendent et commenceront-ils à se voir comme des membres d'une grande et de petites communautés de vivants et de non vivants dont il faut prendre soin. On ne change pas le monde. On se conduit bien ou mal. Le temps a ses saisons. Le jour et la nuit alternent. L'été sort de l'hiver par le printemps. Le paradis sort de l'enfer et y retourne. Ils alternent, ne s'éradiquent pas. Les jeunes générations qui ont connu la paix, s'ils veulent réellement la paix, doivent préparer la guerre. Ils ne l'ont pas voulu, cela ne l'empêchera pas d'advenir. La paix sort de la guerre et y retourne. On ne change pas le monde, on change avec lui. Ceux qui croient le tenir par un bout s'égarent, parce qu'ils lui ont supposé une fin qu'ils ont fini par oublier. Nous ne tenons pas le monde, il nous tient. Les Chinois ne veulent pas changer le monde, lui imposer un système, ils veulent bien y naviguer. Ils construisent les flottes et les ports qu'il convient aux temps qui viennent. Mais bien naviguer signifie disposer d'instruments de navigation fiables. Les jeunes générations pour ne pas être dispersées par le vent ont besoin d'un récit qui les rassemble et raconte où va le monde et comment il y va. Un récit qui leur permettrait de bien naviguer.

Note

- ^[1] https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/05/13/ivan-krastev-les-europeens-ne-sont-pas-menaces-par-l-echec-de-leur-modele-mais-par-ses-succes_6232899_3232.html
- ^[2] Wojtek Kalinowsky op. cit. p. 14
- ^[3] Ibid. p. 45
- ^[4] Ibid. p. 54
- ^[5] Ibid. p. 84-85
- ^[6] https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/20/suede-le-lent-declin-d-un-modele-qui-n-en-finit-pas-de-creuser-les-inegalites-entre-riches-et-pauvres_6155123_3232.html
- ^[7] <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/suede-le-crepuscule-de-la-social-democratie.html>
- ^[8] Ivan Krastev & Stephen Holmes. Le moment illibéral (The Light that Failed) Arthème Fayard, 2019.
- ^[9] Voir la thèse de Richard Wilkinson et Kate Pickett. Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Les petits matins/ Institut Veblen/ Étopia, 2013 pour la traduction.
- ^[10] Dans une plongée historique jusqu'au Néolithique, Walter Scheidel identifie quatre processus ou facteurs de liquidation des inégalités extrêmes et de progression de l'égalité – la guerre, la révolution, l'effondrement de l'État et la pandémie –, en se gardant de tout déterminisme. Walter Scheidel. Une histoire des inégalités de l'âge de pierre au XXI^e siècle. Princeton University Press, 2017. Actes Sud, 2021.

Batna
Des mesures pour améliorer
l'alimentation en eau



Deux forages destinés à l'approvisionnement en eau potable de 66.000 habitants de la ville de Batna ont été mis en service samedi avec la supervision du chef de l'exécutif local, Mohamed Benmalek.

Dans les explications données au wali en marge de sa visite aux deux communes de Batna et Djerrma, le directeur local des ressources en eau Djoudi Bensalah a précisé que le coût du projet

de réalisation et d'équipement de ces deux forages de 30 litres/seconde et 100 litres/seconde de débits a atteint plus de 72 millions DA au titre d'une opération d'urgence de renforcement de l'alimentation en eau potable de la population du chef-lieu de wilaya. La même opération porte sur la réalisation de 10 nouveaux forages et la réhabilitation de trois autres forages, leur équipement et leur raccordement au ré-

seau de distribution de l'eau potable ainsi qu'au réseau d'électricité pour une enveloppe financière de 400 millions DA, selon la même source. De son côté, le wali de Batna a affirmé que la wilaya a connu depuis 2022 à ce jour la mise en exploitation de 60 forages de débits variant entre 10 et 100 litres/seconde ce qui a contribué au renforcement de l'approvisionnement en eau potable de la population.

Skikda
Un chemin de wilaya rouvert à la circulation

Le chemin de wilaya CW-33 reliant les deux communes d'Ouled Hebaba et Zerdaza dans la wilaya de Skikda, a été rouvert samedi à la circulation après une opération de réhabilitation, d'entretien et de modernisation.

La wali de Skikda, Mme Houria Meddahi a présidé en compagnie des autorités locales la réouverture à la circulation de cette route dont

les travaux de réhabilitation ont mobilisé une enveloppe financière de 393 millions DA. Dans une rencontre avec la presse, Mme Meddahi a précisé que ces travaux ont été lancés au mois de mars passé sur 12,5 km de cet axe routier montagneux étroit qui se trouvait en état de dégradation constituant un danger pour les usagers, accentué par ses multiples virages étroits et les glis-

sements de terrain.

Les travaux exécutés ont porté notamment sur l'élimination des points noirs et l'élargissement des virages pour assurer la sécurité des usagers de la route, a précisé le responsable de l'exécutif local. Cette route a été rouverte à la circulation dans le cadre des festivités commémoratives du 70ème anniversaire du déclenchement de la Révolution.

Guelma
Gaz : une campagne comment éviter le pire

Une campagne nationale de sensibilisation aux dangers d'une mauvaise utilisation du gaz naturel a été lancée, samedi, à partir de la commune de Bouati Mahmoud par le président-directeur général du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal.

Président, à l'occasion d'une visite de travail dans la wilaya de Guelma, le lancement d'une première caravane de sensibilisation à la mechta de Mekassa (commune de Bouati Mahmoud) située aux abords de la RN 80 (Guelma-Skikda), M. Adjal a indiqué que cette campagne nationale englobera l'ensemble des wilayas du pays.

Au cours de cette campagne qui met à contribution plusieurs secteurs, notamment les collectivités locales, la direction du Commerce et celle de la Protection civile, ainsi que les services de sécurité, le groupe Sonelgaz s'attachera à "exhorter les citoyens à prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter tout risque lors de l'utilisation d'appareils fonction-

nant au gaz naturel", et à les informer des "bonnes pratiques pour une utilisation sûre de cette énergie", tout en les familiarisant avec les différents risques encourus, comme les émanations de monoxyde de carbone, souvent à l'origine de nombreuses intoxications.

La campagne nationale de sensibilisation se déroule en même temps que l'installation, dans les foyers de tous les abonnés en Algérie, de détecteurs de monoxyde de carbone, opération qui devrait être achevée "au cours des six premiers mois de 2025", d'autant qu'elle a atteint 80 % dans 23 wilayas, en particulier celles situées sur les Hauts plateaux où elle devrait être terminée avant le 31 décembre prochain", a affirmé le même responsable.

Le président-directeur général de Sonelgaz a également supervisé la mise en service d'un réseau de distribution du gaz naturel au profit de 568 foyers répartis sur 3 villages de la commune de Bouati Mahmoud,

à savoir Mekassa, Oum Lahnache et El Bagrat.

Il a souligné, dans ce contexte, que le coût moyen d'acheminement du gaz naturel, qui est de l'ordre de 400.000 dinars par foyer, "réflète les importants efforts déployés par les pouvoirs publics pour faire parvenir cette énergie propre à toutes les régions du pays".

La visite de M. Adjal dans la wilaya de Guelma a également donné lieu à la pose de la première pierre d'un transformateur 60/220 kV dans la commune de Houari-Boumediene, et à l'inspection de deux transformateurs dans la commune de Beni Mezline, le premier destiné au renforcement du réseau électrique à Guelma, et le second à l'exploitation et à la transformation de l'énergie électrique produite à partir des centrales de Fkirina (Oum El Bouaghi) et de Koudiat Draouèche (El Tarf) afin d'alimenter plusieurs zones des wilayas de Guelma, de Souk Ahras, d'El Tarf et de Skikda.

Jijel
Caravane médicale à Boudriaa Ben Yadjis

De nombreux citoyens de la commune de Boudriaa Ben Yadjis ont bénéficié, samedi, des prestations d'une caravane médicale pluridisciplinaire initiée par l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) de Djimla.

Dans une déclaration à l'APS, en marge du coup d'envoi de cette caravane médicale, donné devant l'école Khecha-Ahmed dans la lo-

calité de Chouf (commune de Boudriaa Ben Yadjis), le directeur de l'EPSP, Mohamed Redha Kessour, a indiqué que cette caravane s'inscrit dans le cadre d'un programme d'amélioration de la prise en charge du malade.

Tous les moyens logistiques et médicaux ont été mobilisés pour assurer la meilleure prise en charge possible des malades de la région

et de ses alentours, a ajouté le même responsable, soulignant que les consultations sont assurées dans plusieurs spécialités dont la pédiatrie, l'endocrinologie, la néphrologie et l'orthopédie.

Pour rappel, plusieurs caravanes médicales ont déjà été organisées dans les communes d'El Aouana, de Ghebala, d'Oudjana et de Boucif Ouled Askeur.

Médéa
Formation pour la sécurité
des tunnels et lignes
ferroviaires

Une formation accélérée consacrée à la sécurité et la prévention à l'intérieur des tunnels et sur les lignes ferroviaires a débuté au siège de l'unité d'intervention secondaire de la Protection civile d'Ouzera, à l'est de Médéa, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la Protection civile. Cette formation s'inscrit dans le cadre du programme de coopération entre l'Algérie et l'Union Européenne destiné à renforcer les échanges d'expériences en matière de prévention et de gestion des risques au niveau de ce type d'infrastructures, a expliqué, le chargé de la communication de la Protection civile de Médéa, Mohamed Hmidouche.

Des officiers issus de quatorze directions de la Protection civile participent à cette formation encadrée par des experts étrangers spécialisés dans la

prévention et la gestion des risques, et qui s'étalera jusqu'au 7 novembre courant, a-t-il ajouté. L'organisation de ce stage de perfectionnement vise à partager l'expérience acquise par certains pays membres de l'Union européenne dans la prise en charge des accidents survenus à l'intérieur des tunnels ou sur des lignes ferroviaires, a souligné l'officier.

La formation permettra également aux officiers participants d'acquérir de nouvelles connaissances, d'apprendre comment gérer ce genre d'accident et les moyens de prévention susceptibles d'aider à éviter des catastrophes et d'enregistrer des pertes humaines en cas d'accident impliquant des véhicules légers, des camions poids lourds, des trains de transport de voyageurs ou de marchandise, a conclu le lieutenant Hmidouche.

Bouira
Le réseau de gaz renforcé

Farid Haddouche

Le wali de Bouira a procédé à la mise en service du réseau du gaz pour les villages d'Ain Oualbane et Ouled Abed, dans la commune de Kadiria, en présence du directeur de distribution-Sonelgaz de Bouira et des autorités locales.

Ce projet entre dans le cadre du programme de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL).

Ainsi 246 foyers ont été raccordés au réseau du gaz naturel grâce à la réalisation d'un réseau de distribution qui

s'étend sur 18 km. L'enveloppe financière allouée à ce projet s'élève à 40,46 millions de dinars.

La direction de distribution-Sonelgaz saisit l'occasion pour lancer un appel à tous les clients, nouvellement raccordés au réseau du gaz naturel, de procéder à la réalisation de leurs installations intérieures, puis de se rapprocher de l'agence commerciale dont ils dépendent afin de s'acquitter des frais de participation pour pouvoir bénéficier de cette précieuse énergie qui améliorera, à coup sûr, leurs quotidiens.

Sétif
Saisie de psychotropes
et de cocaïne



La brigade mobile de la police judiciaire à Ain Oulmène a saisi 5.551 comprimés psychotropes et plus de 32,7 grammes de drogue dure (cocaïne) et arrêté sept personnes impliquées dans ce trafic, selon un communiqué de la Sûreté de wilaya. L'opération a été menée suite à l'exploitation d'informations relatives aux activités d'un réseau dangereux de trafic de drogues et psychotropes opérant dans la région, a ajouté le communiqué précisant qu'après des investigations intensives, les sept membres du réseau âgés entre 22 et 37 ans ont été identifiés et arrêtés.

Suite à un mandat de per-

quisition, 5.551 comprimés hallucinogènes, 32,7 grammes de cocaïne, 82,2 grammes de kif traité et 15 comprimés ecstasy ont été saisis en plus d'une somme d'argent estimée à 2 millions DA issue de cette activité criminelle et des armes blanches de catégorie 6, selon le communiqué.

Au terme des procédures légales, les suspects ont été présentés devant le parquet près le Tribunal d'Ain Oulmène pour "possession et stockage de drogues, drogues dures et psychotropes d'une manière illégale pour commercialisation dans le cadre d'une bande criminelle organisée", a-t-on conclu.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

02 jomada el ouela 1446

El Fedjr 05h47	Dohr 12h32	Assar 15h26	Maghreb 17h51	Icha 19h11
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Il se taille la part du lion du budget d'équipement-investissement 2025 Plus de 100 milliards pour le chapitre «aménagement urbain»

L'aménagement urbain continue de culminer au sommet des priorités des pouvoirs publics locaux. Le BP 2025, qui fait la part belle à ce chapitre au titre du programme d'équipement et d'investissement, en est une preuve de plus.

En attendant l'entrée dans le vif du sujet par rapport au «défi» de la restructuration-rénovation de l'ancienne ville, il est clair que la mise à jour urbaine «ordinaire» a fait un bond significatif ces trois dernières années.

Houari Saaidia

Dans la continuité des efforts centrés sur l'aménagement urbain, au sens large du mot, par la multiplication des opérations entrant dans ce chapitre (amélioration urbaine, voirie, réseaux divers...) avec tout ce que cela nécessite en termes d'affectations budgétaires par la mise en jeu de plusieurs et diverses sources financières internes et externes, le budget primitif pour l'année 2025 réserve une place importante, voire centrale, à l'organisation, la structuration et l'amélioration des espaces collectifs de la ville, en général. Ce secteur prépondérant de la gestion locale se taille en effet la part du lion du montant total consacré au programme équipement-investissement du BP 2025, qui est de l'ordre de 2,2 milliards de DA. Le chapitre relatif aux chemins de wilaya est, à lui seul, doté d'une enveloppe financière de 333 millions de DA. On y trouve 4 opérations, à savoir : l'aménagement du boulevard reliant les deux ronds-points de la Pépinière et du CRASC (Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle) sis USTO, et ce en prévision de la réalisation d'un échangeur en trémie à ce niveau, l'aménagement de l'axe reliant le rond-point du Palais d'Or au Millenium, la réhabilitation et le réaménagement du CW 74 avec la réalisation d'un carrefour à sens giratoire à hauteur de l'Ecole supérieure de l'administration militaire (ESAM) et la mise à niveau de la route des Genêts sur 2,4 km menant vers le

port d'Oran. Pourvu d'un montant global de crédits de 211 millions de DA, le chapitre ayant trait aux réseaux divers comprend, quant à lui, deux actions : la 2^{ème} tranche du projet d'adduction en eau potable (AEP) vers le mont de Murdjadjo (qui accueillera sur son plateau le futur musée avec un gigantesque statut à l'effigie de l'Emir Abdelkader) et un projet de réalisation d'un collecteur de rejet d'assainissement à Hassi Ameur, commune de Hassi Bounif.

EN ATTENDANT LE GRAND CHANTIER DE L'ANCIENNE VILLE

D'autre part, une enveloppe budgétaire globale de 183 millions de DA est réservée au titre du chapitre lié aux équipements des secteurs de l'Education, de la Culture et de la Jeunesse et des Sport. Ce crédit affecté pour la couverture de ce chapitre du programme d'équipement-investissement pour l'année 2025 représente 30% du montant octroyé au Fonds de wilaya pour la promotion des initiatives de la jeunesse et des pratiques sportives. Ce à quoi s'ajoute un montant de 50 millions de DA pour une opération de réhabilitation et de mise à niveau du stade municipal de Gdyl. Un autre chapitre à l'indicatif de la Conservation des forêts est doté d'un montant global de 96 millions de DA et consistant en trois projets: la réhabilitation de la forêt de Canastel (2^{ème} tranche), l'aménagement d'espaces verts au niveau du site montagnard de Murdjadjo et l'équi-

pement du poste de la Gendarmerie nationale au niveau de Planteurs-Murdjadjo. Par ailleurs, au titre du chapitre des opérations pour tierces parties, un montant global de 396 millions de DA est consacré par le BP 2025 pour couvrir les travaux d'aménagement de la place Fontanelle (quartier de Gambetta) dans le secteur urbain Hamou Boutléli, une autre place publique à Saint Eugène, dans le secteur urbain El-Makari et la construction d'un stade de proximité dans le quartier de Grand-terre, dans le même arrondissement. D'une consistance de près de 5 milliards de DA, le BP de l'année 2025, approuvé à l'unanimité lors de la récente session APW, est à hauteur de 70% pour la gestion-fonctionnement contre 30% (seulement) pour l'investissement-équipement, soit un déséquilibre assez fort qui est cependant «justifiable» au regard de nombreuses données liées au modèle gestionnaire et économique de nos collectivités locales, de manière générale. Il faut noter que le taux de prélèvement est de l'ordre de 32%, les coupes budgétaires s'élevant à 2,4 milliards de DA. Le gros du budget provient des recettes fiscales, 3,5 MDA. Les revenus générés par les biens de la wilaya représentent 14 millions de DA et ceux engrangés au titre des ressources diverses sont d'un demi million de DA. Le FCCL concourt à ce BP 2025 par la couverture d'une partie de la masse salariale par 80% de la subvention financière de l'année 2024 et la compensation de la moins-value fiscale par 50% de la subvention de 2024.

Port d'Oran

Plus de 96.000 passagers traités par les douaniers durant la saison estivale

K. Assia

Pas moins de 96.192 passagers ont été traités par les douaniers du port d'Oran selon un bilan d'activité de la saison estivale dressé par l'inspection divisionnaire des douanes du port d'Oran de la période allant du 1^{er} juin au 30 septembre dernier. Il s'agit de 50.468 voyageurs à l'aller et 45.724 passagers à l'arrivée. Des chiffres en hausse qui témoignent de la panoplie de mesures prises durant la saison estivale afin de répondre aux préoccupations de la communauté algérienne établie à l'étranger et des nombreux visiteurs. Ces dispositions ont porté principalement sur l'installation de cellules d'accueil et de proximité, sur la disponibilité des supports d'information, avec la mise à la disposition des voyageurs de dépliants et des affiches sur tout ce qui a trait à la réglementation douanière. Cet accompagnement, initié conformément aux directives de la Direction générale des douanes algériennes vise à améliorer l'accueil et l'orientation des passagers, en plus d'autres formalités. Il s'est également traduit par la diffusion de spots d'information, un moyen efficace pour donner l'information en temps réel.

Le bilan fait état également de 15.998 véhicules traités au départ et 16.740 véhicules à l'arrivée. D'autre part, 90 rotations ont été effectuées au port d'Oran durant toute la saison. Par ailleurs, d'autres mesures ont été également initiées par les services des douanes afin de faciliter le traitement des titres en passage en douane (TPD) à bord des car-ferries. Ces mesures visant à simplifier les formalités douanières aux ressortissants algériens établis à l'étranger et aux nombreux visiteurs qui affluent au pays, ont été appliquées dans



tous les car-ferries et des brigades navigantes relevant des douanes ont été mobilisées pour mener à terme cette mission. L'opération de facilitation consistait à délivrer un titre de passage en douane où l'identification du véhicule et ses caractéristiques techniques sont mentionnées. L'objectif de ce dispositif, selon les initiateurs, était de réduire le temps de traitement des passagers de façon à leur éviter toutes les formalités douanières qu'ils doivent accomplir lors du débarquement au port d'Oran.

Dans ce contexte, on saura que le taux de délivrance de ces titres de transit à bord des car-ferries a atteint 69,28% durant l'été. Les services des douanes ont également procédé à la délivrance des déclarations des contrôles de change lors de la traversée. Le bilan fait état de 1.414 déclarations de devises effectuées durant cette période pour un montant global de 7.371.966 euros. Outre ces mesures d'assouplissement introduites à bord des car-ferries, un autre dispositif dit couloir vert

est mis également en place au profit des familles nombreuses, des personnes aux besoins spécifiques. Celui-ci représente 49,46% du bilan d'activité des douaniers du port durant toujours la même période. Un couloir d'urgence consacré aux personnes malades a aussi été mis à la disposition des passagers.

Toutefois, la nouveauté est le lancement officiel depuis vendredi 1^{er} novembre 2024 du nouveau système d'information dédié aux voyageurs par le directeur général des douanes algériennes (DGD) le général major Abdelhafid Bekkouche. Ce système leur permettra d'accéder aux services des titres de passage en douane (TPD) des véhicules et des déclarations en ligne de monnaie et d'objets de valeur. Au port d'Oran, l'opération se faisait progressivement et les brigades ont suivi une formation animée par la DGD, apprend-on. Par ailleurs, l'inspection divisionnaire des douanes d'Oran port a effectué durant la saison estivale 1.375 opérations de saisies et a enregistré 237 affaires en contentieux.

Pour parer à d'éventuelles inondations Intensification des opérations de curage dans plusieurs communes

J. Boukraa

Lancées depuis plus de trois mois, les opérations de curage des avaloirs se poursuivent toujours au niveau des secteurs urbains de la commune pour parer aux inondations. Selon les services de la commune, des équipes ont été mobilisées au niveau de chaque secteur pour poursuivre l'opération durant toute la saison hivernale. Oran, par sa position géographique a déjà été exposée à de terribles inondations. Plusieurs quartiers et des cités entières ont souffert à la moindre pluviosité, des flaques et lacs d'eaux pluviales se constituant observaient tout accès et toute circulation automobile. La protection de certaines communes contre les inondations est l'une des priorités du secteur de l'hydraulique à Oran. Dans ce cadre et en prévision de l'hiver, la majorité des communes de la wilaya d'Oran ont lancé des opérations de curage des avaloirs, du nettoyage des oueds et accotements des routes.

Les opérations sont chapecoutées par toutes les directions concernées à savoir la société des eaux et d'assainissement d'Oran, les Travaux publics, la direction de l'hydraulique, les communes et les délégations communales. A chaque hiver, après chaque saison des pluies, les Oranais vivent le calvaire. Le

moindre déplacement, la moindre activité se transforme en épopée et en épreuve «décathlondonienne». Rues et ronds-points gorgés d'eaux, quartiers inondés par les eaux pluviales et la boue. Les habitants gardent en mémoire des angoisses de ces faits les inquiétant à la petite averse. Les erreurs des années précédentes ont d'ailleurs montré que la ville se noie dans un verre d'eau et qu'il faut agir avant qu'il ne soit trop tard.

Les services concernés ont reçu des instructions pour accélérer les travaux de curage des avaloirs, et ce, dans le cadre des dispositions prises par la wilaya. Ces actions entreprises pendant la saison estivale réduiront d'une façon significative les dégâts qui pourraient être occasionnés suite à des inondations provoquées par les premières pluies d'automne, caractérisées parfois par une forte intensité. Cette opération vise en premier lieu les avaloirs qui ont été obstrués par toutes sortes de débris (terre, boue, pierre...). La Protection civile estimait dans un rapport sur les risques d'inondation qu'il n'existe pas de régions prémunies contre ce risque et que ces événements sont imprévisibles dans le temps et dans l'espace. Ces inondations sont les catastrophes naturelles les plus fréquentes et les plus destructrices qui provoquent d'importants dégâts humains et matériels.

Lutte contre la consommation de stupéfiants, mauvaise utilisation du net...

La police renforce son dispositif de prévention

K.Assia

Les services de la sûreté d'Oran poursuivent leur programme de sensibilisation contre les différents fléaux à l'exemple de la consommation de la drogue, la mauvaise utilisation du net et aussi les accidents de la route. Un riche programme a été concocté à l'occasion pour mettre en application les actions de prévention et intensifier par là même cette campagne d'information. Celle-ci est lancée par le département de la communication et des relations publiques, en collaboration avec les éléments de la brigade spécialisée dans la lutte contre la cybercriminalité de la sûreté d'Oran, les services de la voie publique et aussi les éléments de la police pour ce qui est de

la prévention contre les stupéfiants. Les policiers ont ciblé dans le cadre de ce dispositif de prévention plusieurs établissements scolaires entre lycées, CEM et aussi écoles primaires en plus de centres de formation professionnelle où les cadres ont explicité le danger de la criminalité électronique via les réseaux sociaux de sorte que des explications et des orientations leur ont été données quant aux effets positifs et négatifs du net. Idem pour la prévention contre la drogue où l'accent est mis sur le danger de la consommation et les conséquences désastreuses qui peuvent en découler. Quant à la lutte contre les accidents de la route, les policiers ont expliqué comment éviter le danger de la route en recommandant la vigilance et la prudence.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER
Chaïb Boumediène, 100 ans, Oran
Haka Yamina, 83 ans, Plateau
Taïb Bay Aïcha, 68 ans, Haï Salam
Belarbi AEK, 84 ans, Petit Lac

Horaires des prières pour Oran et ses environs

02 jomada el ouela 1446

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h02	12h47	15h44	18h09	19h28



TIARET

Agression contre le foncier public : le wali promet de sévir

C'est un véritable coup de sang qu'a poussé le wali de la wilaya de Tiaret, Ali Bouguerra, pour dénoncer les agressions caractérisées contre le foncier public.

El-Houari Dilmi

En effet, intervenant, hier dimanche, lors d'une opération de distribution de logements à l'occasion de la commémoration du 70^e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale, le premier responsable de la wilaya a dénoncé, avec des mots crus, l'agression contre le foncier public à Karman, dans la proche banlieue de Tiaret : «une quarantaine de personnes ont profité des festivités commémoratives du 1^{er} novembre dans la nuit de jeudi à vendredi pour ériger à la va-vite des baraques sur un terrain de l'Etat et espérer ainsi tromper les autorités pour pré-

tendre indûment à un logement ou un lot de terrain », a-t-il martelé. « Ces mêmes personnes sans conscience aucune et dont une bonne partie ne sont pas originaires de Tiaret, érigent des baraques et font des branchements illicites d'eau et d'électricité, pour venir réclamer un logement aux autorités, cela n'aura plus cours, l'Etat va frapper avec une main de fer », a encore menacé le chef de l'exécutif de wilaya. « Les terrains d'assiette, pourtant clôturés, qui ont fait l'objet d'agression, sont destinés à accueillir de nouveaux programmes de logements sociaux et de type AADL », a ajouté le wali, exprimant publiquement que « tout sera fait avec force à la

loi, pour éviter dorénavant tout baraquement de la misère qui viendra chahuter l'aspect architectural et urbanistique du chef-lieu de wilaya ».

Pourtant, la lutte contre l'habitat précaire dans la ville de Tiaret en particulier, n'a jamais cessé au point que des milliers de lotissements sociaux et autres logements de type social locatif ont été consacrés à la résorption des baraquements, notamment à Karman, dans la proche banlieue de Tiaret.

Des habitants des cités Besseghier (ex-Lombard), Diar El Hana et Zaballa, ainsi que la cité « Chaib Mohamed » ont également été relogés dans une opération de recasement toujours en cours.

El-Bayadh

Deux écoles en chantier

Des infrastructures réalisées au titre du programme de développement ont été mises en service et de nouveaux projets ont été lancés, samedi dans la wilaya d'El-Bayadh, dans le cadre des festivités commémoratives du 70^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale.

A cette occasion, le wali d'El-Bayadh, Nouredine Belaribi, en compagnie des autorités civiles et militaires et de la famille révolutionnaire, a procédé dans la commune de Brezina à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un centre de proximité de stockage des céréales d'une capacité de

50.000 quintaux. La future infrastructure, dont le délai de réalisation a été fixé à 6 mois, a nécessité une enveloppe financière de 215 millions de dinars, mobilisée dans le cadre des opérations de développement supervisées par la direction locale des Équipements publics ciblant la réalisation, à travers plusieurs communes, de 6 autres infrastructures similaires, indique-t-on.

Dans la même collectivité locale, il a été procédé également à la pose des premières pierres des chantiers de réalisation de deux écoles primaires implantées à la cité des 300 logements et à la cité "El-Fetah".

Deux établissements scolaires, dont les chantiers sont pilotés par la même direction, seront achevés et livrés dans un délai de six mois, souligne-t-on.

Dans la commune de "Kerrarda", les autorités de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest ont procédé à la mise en service du réseau de distribution du gaz naturel sur une longueur de 10 kilomètres, à la faveur du raccordement de 230 foyers des agglomérations secondaires d'El-Maghsel et Toulil à cette source d'énergie.

Une enveloppe financière de 600 millions de dinars a été affectée à la concrétisation de cette opération, note-on.

11 blessés dans deux accidents de la route

Onze personnes ont été blessées, à divers niveaux de gravité, dans deux accidents distincts de la circulation survenus dans la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris dimanche des services de la Protection civile.

La même source a précisé que les éléments de l'Unité secondaire de la Protection civile de la commune de Boualem, sont intervenus, samedi sur la RN 47 dans le territoire administratif de la même collectivité locale, à la

suite du dérapage, suivi du renversement d'un véhicule, ayant provoqué des blessures à six personnes âgées entre 1 et 69 ans. Les six victimes, dont une (1) était fortement choquée, ont reçu les premiers secours prodigués par les éléments de la Protection civile sur les lieux de l'accident, a fait savoir la même source.

Par ailleurs, les sapeurs-pompiers de l'Unité secondaire de la commune de Bougtob sont intervenus, de leur côté, aux environs de 19H de

la même journée au niveau de la RN6 (commune de Bougtob), à la suite d'une collision entre deux voitures ayant provoqué des blessures à divers niveaux de gravité à 5 personnes âgées de 10 à 68 ans, qui ont reçu sur place les premiers secours, avant d'être évacuées vers l'hôpital de Bougtob, signale-t-on.

Les services de sécurité territoriale compétents ont ouvert une enquête afin d'élucider les circonstances de ces accidents.

Béchar

De nouveaux projets de logements bientôt lancés

Des études techniques ont été lancées pour la réalisation de 600 logements de type public locatif (LPL) dans la wilaya de Béchar, à travers les différentes communes de la wilaya, selon les responsables de l'Office local de promotion et de gestion immobilières (OPGI).

Confiant à des bureaux d'études spécialisés, ces études, à finaliser cette année, permettront de lancer les travaux de leur réalisation et répondre à la demande locale sur le logement, a-t-on expliqué. Le parc immobilier de la wilaya sera consolidé par la relance d'un autre programme de 183 LPL, en plus

de la distribution, cette année, d'une tranche de 112 LPL sur un programme de 586 unités, au profit des postulants de différentes communes de la wilaya. En outre, il a été fait état de la cession aux locataires, après achat auprès de l'OPGI, de 7.179 logements et de 676 locaux commerciaux.

Naâma

Intempéries : des personnes cernées par les eaux secourues

Les services de la Protection civile ont effectué 38 interventions, ayant donné lieu à des opérations de secours de personnes piégées par les eaux des oueds en crue, à la suite des fortes précipitations enregistrées dans la nuit de samedi à dimanche, a-t-on appris des mêmes services.

Dans la commune de Mecheria, 7 personnes circulant à bord d'un véhicule utilitaire, piégées par les flots de Oued Drâa, dont le niveau a fortement augmenté, ont été secourues par les éléments de la Protection civile, a-t-on fait savoir de même source.

Dans la commune de

Moghrar, une famille de 4 personnes (3 femmes et un 1 enfant), qui était encerclée par les eaux de Oued Drâa, a été secourue par les pompiers, qui ont aussi retrouvé trois autres personnes de la même famille, qui étaient portées disparues au niveau du lieu-dit "La ferme de Hadj-Cheikh", avant de les évacuer au centre de santé de la même commune, indique-t-on.

Un véhicule et son chauffeur ont été retirés des eaux de oued Nemoura, dont le niveau a fortement augmenté, à la suite des intempéries, a-t-on souligné de même source.

Les agents de la Protec-

tion civile de cette collectivité locale des Hauts-plateaux sont également intervenus dans la commune de Djiniene Bourezg, où ils ont secouru huit personnes, dont le véhicule (un taxi) était piégé par les flots de oued Founassa, ainsi qu'une autre personne dont le camion semi-remorque s'est renversé sur le lit du même cours d'eau.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé, durant la même période, au pompage des eaux, au cours d'opérations menées au niveau de divers quartiers et établissements publics, conclut la même source.

Mascara

Un modèle de résilience pour les peuples sous occupation

Des participants à une rencontre ayant pour thème "Les valeurs humaines et morales de la Révolution de novembre 1954", organisée, samedi à Mascara, ont souligné le rôle crucial de la Guerre de libération dans l'écriture de l'Histoire.

Dans ce sens, le chercheur spécialiste de l'Histoire de la Révolution, Amar Smail, a déclaré : "en faisant face à une puissance coloniale fortement armée et soutenue par l'OTAN, la Révolution de novembre 1954 a joué un rôle prépondérant dans la manière de faire l'Histoire".

Il a ajouté qu'elle a constitué, en outre, un modèle de résilience et de lutte pour les peuples encore sous occupation, à l'image des peuples palestiniens et sahraouis.

Le conférencier a, d'autre part, indiqué que la Guerre de libération nationale est un événement majeur de l'Histoire contemporaine, du fait

d'avoir vaincu un colonialisme dont la machine de guerre ne lui a été d'aucun secours pour venir à bout du peuple algérien et de sa volonté de s'affranchir de la domination coloniale.

De son côté, Mokhtar Bounegab, enseignant à l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara, a indiqué que la Guerre de libération nationale a joué un rôle important dans le façonnage de l'Histoire, de même qu'elle a changé la carte géopolitique du monde, durant les décennies 1950, 1960 et 1970, en étant une source d'inspiration pour les peuples colonisés d'Afrique et d'Asie, qui en ont fait un modèle à suivre pour la libération de leurs pays.

Pour sa part, le chercheur spécialiste de l'Histoire de la Guerre de libération nationale, Belkacem Mokhtar Hedjaïel, a mis l'accent sur la dimension humaine de la Révolution, qui a amené, a-t-il soutenu, les hommes li-

bres du monde entier à s'unir et à soutenir la cause algérienne.

Il a affirmé que la Révolution a constitué une étape décisive dans l'histoire des luttes anticoloniales durant le 20^e siècle, de même qu'elle fut admirée et glorifiée, notamment au regard des valeurs et des principes énoncés dans la Proclamation du 1^{er} novembre 1954 pour la défense de la dignité humaine et la consécration de la justice sociale, la solidarité et le droit à l'autodétermination des peuples.

La rencontre a été organisée à l'initiative de la Bibliothèque centrale de lecture publique "Yahia Bouaziz", dans le cadre des festivités commémoratives du 70^e anniversaire de la Révolution.

La manifestation a été marquée par la présence de chercheurs et d'enseignants de l'Université "Mustapha Stambouli", d'hommes de lettres et de poètes, signale-t-on.

Foot/ Ligue 1 Mobilis Le CSC tombe à Oran, l'ESS et le MCO grands bénéficiaires

Le CS Constantine, l'un des trois leaders du championnat de Ligue 1 Mobilis avec le MCA et l'USMA, a laissé filer l'occasion de s'emparer seul des commandes après sa défaite en déplacement face au MC Oran (1-0) samedi, lors de la 7e journée, marquée également par la bonne opération de l'ES Sétif et du MC Oran qui se hissent provisoirement à la quatrième place du classement.

Invaincu depuis l'entame de la saison, le CSC est tombé au stade Mouloud Hadeï face au MCO sur une réalisation précoce de Motrani dès la 9e minute. Malgré quelques tentatives en seconde période, les hommes de Madoui n'ont par réussi à trouver la faille dans la défense du Mouloudia qui a bien tenu le coup.

En dépit de cette contreperformance, le CSC conserve provisoirement la première place en attendant le derby algérois USMA-MCA, reporté à une date ultérieure.

De son côté, le MC Oran a enchaîné un troisième résultat positif depuis l'arrivée du coach franco-malien Eric Sékou Chelle, et remonte provisoirement à la quatrième place.

L'ES Sétif qui restait sur une défaite dans le derby de l'Est face au CS Constantine (2-1), a renoué avec la victoire en battant petitement l'avant dernier du classement l'ASO Chlef (1-0). Un but inscrit par Boubakeur (17') a offert trois précieux points aux hommes de Bendriss qui se hissent à la quatrième place en compagnie du MC Oran et de l'Olympique d'Akbou.

A l'opposé, l'ASO Chlef qui a essuyé sa deuxième défaite de la saison, reste scotchée à la 15e place avec cinq petits points. Une situation qui risque de provoquer des remous au sein de l'équipe qui est toujours en quête de son premier succès de la saison.

L'autre bonne opération de la journée est à mettre à l'actif de l'USM Khenchela, qui à renoué avec le succès en battant le NC Magra (1-0) sur une réalisation de Boumechera à la 33e minute.

Le MC Oran sur une courbe ascendante, Eric Chelle ne s'enflamme pas

Le MC Oran a confirmé son regain de santé enregistré depuis l'arrivée d'Eric Chelle aux commandes techniques de cette équipe en faisant tomber l'un des trois leaders du championnat de Ligue 1 de football, le CS Constantine (1-0), samedi soir au titre de la 7e journée de la compétition.

Privés de leurs supporters en raison de la sanction de huis clos infligé au club oranais, les «Hamraoua» ont pourtant pu passer l'écueil d'un adversaire resté invaincu depuis le début de cet exercice, parvenant à décrocher trois précieux points qui leur ont permis de revenir à seulement une longueur des trois premiers au classement.

Une performance saluée par leur coach Chelle, qui en est à sa quatrième rencontre avec sa nouvelle formation, qualifiant la copie rendue par les siens de «match référentiel».

«On peut qualifier cette partie de



Un précieux succès pour l'USMK qui demeurerait sur une série de résultats négatifs qui a poussé la direction du club à se séparer de son entraîneur tunisien Hatem Missaoui.

A la faveur de cette victoire, l'USM Khenchela rejoint la JSK à la cinquième place avec 9 points mais les «Canaris» comptent un match en moins. En revanche, le NC Magra qui avait remporté sa première victoire de la saison la semaine dernière contre le CRB, reste coincé à la 13e position avec 6 points.

Dans le match de bas de tableau, le Paradou AC sous la direction de son nouvel entraîneur Bilel Dziri, est revenu avec le point du match nul (1-1) face au MC El Bayadh. Après avoir

mené au score grâce à un but de Boulbina (10'), le MCEB a réussi à remettre les pendules à l'heure avant la pause sur un penalty transformé par Mouden (42').

Un résultat qui n'arrange aucune des deux équipes qui peinent en ce début de saison, puisque le MC El Bayadh occupe provisoirement la 10ème position avec 7 points, tandis que le Paradou AC est logé à la 13e place avec 6 points en compagnie de NCMagra.

Pour rappel, les matchs USM Alger-MC Alger et CR Belouizdad-JS Saoura, comptant pour la 7e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, ont été reportés à une date ultérieure.

équipe au-devant de la scène, après près de 30 années de disette (le dernier titre des Oranais remonte à l'an 1996), Eric Chelle préfère plutôt se montrer «réaliste».

«Pour ambitionner gagner des titres, il faudra avoir un groupe solide d'au moins une vingtaine de joueurs», a-t-il insisté, informant au passage qu'il comptait mettre en place, dans les prochains jours, une cellule de recrutement qu'il chapeautera en personne en vue du mercato hivernal «pour bonifier l'effectif en place, en vue de la deuxième partie de saison», a-t-il expliqué.

Lors du mercato estival, la direction du MCO, dont l'équipe a attendu l'avant-dernière journée de la saison passée pour éviter la relégation, a engagé une douzaine de nouveaux joueurs, tout en se passant d'un grand nombre d'éléments de l'effectif du précédent exercice, rappelle-t-on.

match référence de mon équipe, depuis que je l'ai prise en mains. Mais cela ne veut pas dire, toutefois, que tout était parfait, car on a fait aussi des choses moins bonnes», a déclaré le technicien franco-malien en point de presse d'après match. Ayant succédé à Youcef Bouzidi, depuis une vingtaine de jours, l'ex-sélectionneur du Mali comptabilise sept points sur douze possibles (2 victoires, 1 nul et 1 défaite). Mieux, il est sur une série de trois rencontres sans défaite. «Nous sommes en train de bien avancer, notamment en matière de plan de jeu que je veux calquer à mon équipe, mais nous devons faire preuve d'humilité et continuer à travailler. La victoire de ce soir est le fruit du gros boulot que mes joueurs ont accompli durant ces 20 derniers jours, ce qui me rend fier d'eux», a-t-il poursuivi.

Et au moment où les fans du MCO se mettent à rêver d'un retour de leur

10 pts, et le GC Mascara qui compte un match en retard. Le RC Arbaa vainqueur à Mécheria (1-0) a été le principal bénéficiaire de la journée en cédant la 15e et avant dernière place au NA Hussein-Dey (15e - 6pts - 6 m), forcé au repos, et se classer à la 13e place avec 8 points au compteur. Le SCM (16e et dernier) a essuyé pour l'occasion sa huitième défaite en autant de matchs et ferme la marche avec 0 point.

Le CR Témouchent qui accueillait l'ESM Koléa, s'est contenté d'un nul blanc, qui le place pour le moment à la 14e place, tandis que son adversaire se hisse à la 8e place avec 10 pts.

Algérie-Libéria Une délégation de la FAF visite le stade Hocine Aït Ahmed

Une délégation de la Fédération algérienne de football (FAF) s'est rendue samedi à Tizi-Ouzou dans le cadre des préparatifs du match Algérie-Libéria, prévu le 17 novembre au stade Hocine Aït Ahmed (17h00), pour le compte de la sixième et dernière journée (Gr.E) des qualifications de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2025, indique un communiqué de la FAF.

Conduite par le secrétaire de la FAF, Nadir Bouzenad, la délégation a été accueillie par le Wali de Tizi-Ouzou, Djilali Douli, en présence du Directeur de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Tizi-Ouzou, Aziz Tahir et des représentants des services de sécurité, indiqué le communiqué de la FAF.

La délégation de la FAF a eu à visiter de près les différentes installations que compte l'enceinte de Hocine Aït Ahmed ainsi que certains hôtels de la ville dans le but d'assurer les meilleures conditions d'accueil aux «Verts» en perspective de ce match historique, puisque c'est la première fois que la wilaya de Tizi-Ouzou abrite une rencontre de la sélection nationale, souligne la FAF.

Soulignant les efforts déployés jusque-là par toutes les parties concernées par l'organisation de cette rencontre, le se-

crétaire général n'a pas caché sa satisfaction suite à cette première visite de travail et des conditions qu'offre cette magnifique structure sportive, réalisée selon les normes internationales FIFA.

D'autres séances de travail sont programmées dans les jours à venir pour finaliser les derniers détails liés à l'organisation de ce match, conclut la FAF. La sélection algérienne de football effectuera un regroupement durant la date FIFA du 11 au 17 novembre 2024, pendant laquelle elle se déplacera à Malabo pour affronter la Guinée Equatoriale, le 14 novembre 2024 (14h00), pour le compte de la cinquième et avant dernière journée des qualifications de la CAN-2025.

Pour rappel, les Verts (12 points) ont scellé leur qualification pour la phase finale de la CAN-2025, à deux journées de la fin, dans un groupe qu'ils ont totalement dominé, devant la Guinée équatoriale (7 pts) et le Togo (2 pts), alors que le Libéria ferme la marche (1 pt).

Les deux premiers des 11 groupes des éliminatoires seront qualifiés pour la phase finale de la CAN 2025 (21 décembre 2025-18 janvier 2026), alors qu'un seul pays se qualifiera pour le tournoi final dans la poule du pays hôte.

Foot/ Transferts Adam Ounas signe à Al Sadd

L'attaquant international algérien Adam Ounas, libre de tout engagement depuis la fin de son contrat avec Lille OSC, s'est engagé avec Al Sadd jusqu'à la fin de la saison en cours, a annoncé samedi, le club qatari de première division sur ses réseaux sociaux. L'ailier droit algérien de 27 ans, rejoint ainsi son compatriote Youcef

Attal, qui avait signé en septembre dernier, en faveur d'Al Sadd pour deux saisons en provenance du club Turque l'Adana Demirspor. Ounas, qui compte 28 sélections avec les Verts, a déjà porté les couleurs de plusieurs clubs européens entre autres, les Girondins de Bordeaux et l'OGC Nice en France, Naples, Crotone et Cagliari en Italie.

AG Elective de la Fédération algérienne de cyclisme Barbari brigue un second mandat à la tête de la FAC

Le président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) Khiredine Barbari, a annoncé sa candidature pour un second mandat à la tête de la fédération, en marge de l'assemblée générale ordinaire tenue samedi, au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA) à Ben Aknoun (Alger).

Les membres de l'assemblée générale ordinaire de la Fédération algérienne de cyclisme, réunis plus tôt dans la matinée en session ordinaire (AGO), ont procédé à l'installation des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes, en vue de l'assemblée générale élective (AGE) pour le mandat olympique 2024-2028. Lors de cette AGO qui marque la fin du mandat olympique 2020-2024, les 41 membres présents à l'assemblée générale ordinaire ont adopté les bilans moral, financier et technique de l'exercice 2024, ainsi que le bilan quadriennal du mandat olympique. Ils ont également examiné le rapport du commissaire aux comptes jusqu'au mois de septembre

dernier. En vue de l'assemblée générale élective (AGE) pour le prochain mandat olympique 2024-2028, les membres de l'AG ont procédé également à l'élection des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes. La commission de candidatures est composée de trois membres : Hocine Meridji, Dine Bouyakour et Wael Ibrahim Okbi. Celle des recours comprend deux membres : Hocine Zehar et Salim Djebari. La commission de passation de consignes se compose de Fares Fenides, Abdennour Tibri et Hayet Djailia. Selon la circulaire N.002 du 25 juin 2024 émise par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), fixant les modalités de renouvellement des instances sportives, les fédérations doivent tenir leur assemblée générale ordinaire (AGO) du 1er novembre au 31 décembre 2024, alors que l'AG élective se déroulera du 1er janvier au 31 mars 2025, avant de clore le processus par les élections du COA pour le nouveau cycle olympique.

Foot/Championnat de Ligue 2 amateur Statu quo en tête du classement

Aucun changement n'a été apporté en tête du classement du groupe «Centre-Ouest» à l'issue des matchs disputés vendredi et samedi, lors de la 8e journée du championnat de Ligue 2 de football, qui prendra fin le mardi 19 novembre avec les deux derniers rencontres au programme, RC Kouba-ASM Oran et NA Hussein-Dey-JS El-Biar.

Cette journée qui a débuté vendredi, a vu le leader l'ES Ben-Aknoun, sortir indemne du guépier de son dauphin direct, la JSM Tiaret, devant lequel il a ramené le point du nul, lui permettant de garder jalousement son

trône avec 15 points et un match en retard devant la JSMT (14 pts - 7m) et l'US Béchar-Djedid (13 pts - 8 m). Cette dernière a loupé une occasion inouïe de s'installer seule en tête du classement, en se faisant battre par le WA Mostaganem (3-1).

Menant au score dès la 8e minute, les gars du Sud-Ouest, ont dû jouer en infériorité numérique en 2e période, durant laquelle ils ont concédé trois buts.

L'autre victoire de ce samedi a été obtenue par le MCB Oued Sly qui a renoué avec le succès en battant petitement le MC Saïda (1-0). Il rejoint son adversaire du jour à la 8e place avec

Elisa Chelle (professeure en science politique à l'université Paris Nanterre et spécialiste des États-Unis) au

«Un certain nombre d'électeurs américains se décident à la dernière minute»

Entretien réalisé
par Amine Bouali

Elisa Chelle est professeure des universités en science politique à l'Université Paris Nanterre et membre de l'Institut universitaire de France (2022-2027). Ses recherches portent principalement sur les États-Unis, avec un intérêt particulier pour les politiques de santé et les élections. Elle est rédactrice-en-chef de la revue Politique américaine et «associate editor» de la revue French Politics. Elle est l'auteure notamment de Comprendre la politique de santé au États-Unis, paru en 2019. À l'occasion des Présidentielles américaines du 5 novembre, Elisa Chelle a accepté de répondre à quelques questions du Quotidien d'Oran.

Le Quotidien d'Oran : Les derniers sondages donnent le candidat républicain Donald Trump et la candidate démocrate Kamala Harris au coude à coude avec une légère avance pour cette dernière, y compris dans les fameux « swing states », ces 7 états clefs où se jouera l'élection américaine. Qu'est-ce qui, selon-vous, sera décisif pour faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre au bout de la dernière ligne droite ?

Elisa Chelle : Un certain nombre d'électeurs se décident à la dernière minute et ce n'est pas détecté par les sondages : ce sont les « électeurs fantômes ». Plusieurs groupes sont à suivre dans cette élection. Huit millions d'Américains auront le droit de vote pour la première fois cette année. Cette génération Z (la génération Z regroupe les personnes nées entre la fin des années 1990 et le début des années 2000 qui ont grandi dans un environnement hyper-connecté. NDLR) si elle se rend massivement aux urnes, pourra peser dans la balance. De plus petites communautés, comme les « Arabes Américains » (façon américaine de qualifier la communauté musulmane) du Michigan sont aussi très regardés. Déçus par le soutien de Kamala Harris à Israël, ils pourraient être tentés de voter pour la candidate écologiste Jill Stein, qui a fait savoir sa volonté d'arrêter tout soutien à Israël, d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza ainsi qu'un droit à l'auto-détermination du peuple palestinien. Enfin, les femmes joueront un rôle non négligeable avec la question du droit à l'avortement qui divise démocrates et républicains.

Q.O. : Est-ce que vous pensez que la candidate démocrate Kamala Harris pourra remobiliser tout le camp démocrate derrière sa candidature (notamment la moitié masculine des Latino-américains réticents de voir une femme à la Maison Blanche) et quels sont d'après vous les autres défis qu'elle devra relever pour espérer être élue le 5 novembre ?

Elisa Chelle : Kamala Harris ne mobilise pas la totalité des électeurs démocrates et c'est là une faiblesse importante. Elle ne fait pas le plein de voix chez les minorités, traditionnellement acquises aux Démocrates mais se détournant de plus en plus vers le Parti républicain. Le principal défi à relever pour elle sera d'avoir une majorité au Congrès, afin de pouvoir faire voter les lois promises dans son programme (économie, avortement, etc.). Or le Sénat pourrait être à majorité républicaine cette année. Cela compliquerait grandement une éventuelle présidence Harris.



Q.O. : La violence verbale a pris une ampleur considérable lors de la campagne électorale, notamment du côté des Républicains. Est-ce que, à l'inverse d'il y a 4 ans, Donald Trump acceptera-t-il sans rechigner une éventuelle nouvelle défaite ?

Elisa Chelle : Donald Trump est resté très allusif sur son éventuelle acceptation des résultats du scrutin. Il a déclaré que si le processus électoral est juste, il concèdera. Mais qu'est-ce qu'un processus électoral juste selon Donald Trump ? On n'en connaît pas la définition. On s'attend que Donald Trump ouvre des contentieux dans les tribunaux dans les États clefs où il perdrait. Quant aux contestations plus violentes, la sécurité du Capitole a été renforcée pour parer à tout incident qui rappellerait le 6 janvier 2021. (Assaut du Capitole par des partisans de Donald Trump. NDLR.)

Q.O. : Si elle est élue, en quoi l'Amérique de Kamala Harris sera-t-elle très différente d'une seconde mandature de Donald Trump, que ce soit au plan intérieur ou extérieur ?

Elisa Chelle : Il y a une différence très claire de style entre Kamala Harris et Donald Trump, mais les deux auront à cœur de défendre les intérêts de l'Amérique, tant sur le plan économique que géopolitique. En interne, ils devront tous les deux répondre aux préoccupations des Américains en matière de pouvoir d'achat. Leur politique au Proche-Orient pourrait être plus dans la continuité des deux mandats présidentiels précédents (Trump puis Biden). En revanche, sur l'Ukraine, Trump est davantage favorable à un arrêt du soutien militaire.

Q.O. : Une dernière question, si vous voulez bien : selon-vous, l'Amérique est-elle prête à élire à sa tête, pour la première fois de son histoire, non seulement une femme mais une personne de race noire ?

Elisa Chelle : Les Américains ont déjà élu un président noir en la personne de Barack Obama. Le fait que Kamala Harris soit une femme est un obstacle supplémentaire, notamment pour les hommes afro-américains ainsi que sud-asiatiques comme les enquêtes l'ont montré. C'est pour cette raison que Kamala Harris ne fait pas campagne sur le fait d'élire une femme noire à la tête de la Maison Blanche. Elle préfère une campagne plus centriste pour attirer davantage d'électeurs.

Inondations en Espagne Colère et fatalisme

Oscar Hernandez, 75 ans, est en «colère». Cet habitant de Chiva, localité de la province de Valence, sévèrement touchée par les inondations, dénonce la passivité des autorités régionales : «ici, on est en train de crever».

«Je ne comprends pas qu'il n'y ait pas un moyen de tirer une balle dans la tête de l'administration», s'emporte-t-il. Son désespoir est à la hauteur de l'état de délabrement de sa ville natale, quatre jours après les inondations tragiques qui ont fait au moins 213 morts dans le sud-est de l'Espagne.

Sa propre maison est défigurée. Des dizaines d'autre sont en ruine. Des trous béants à chaque coin de rue, des nuées de boue... Même l'église n'a pas échappé au déluge. Ironie de l'histoire, le retraité assure avoir reçu une alerte sur son téléphone portable... «deux jours après».

«Le président de la région (de Valence) n'a pas bougé, il n'a pas laissé l'armée intervenir. Ils (le gouvernement espagnol) ne veulent pas l'aide des Français. Et ici, on est en train de crever», dénonce Oscar Hernandez.

Il espère «une enquête» pour déterminer «les responsabilités».

Aidée de ses employés, Helena Danna Daniella remet de l'ordre dans son bar-restaurant mais elle ressasse encore cette nuit «de

désespoir et d'impuissance». «Des gens, des voitures emportés... Ils vous demandaient de l'aide et vous ne pouviez rien faire, car si non vous étiez emportés avec eux», raconte émue la commerçante, âgée de 39 ans. «C'est dans la tête, ça te rend fou».

Après sept ans d'activité, elle songe à jeter l'éponge, obligée de «licencier ses employés» si son bar reste fermé.

ALERTE TARDIVE

Assise sur une chaise en plastique, María José, 54 ans, est à bout de force. Elle observe, atone, un groupe de jeunes bénévoles débarasser sa maison d'objets ravagés par la boue et l'eau.

«Chaque jour on pleure davantage car on réalise le niveau des destructions», explique la mère de famille, restée cloîtrée chez elle 48 heures «sans eau, ni électricité».

Mardi, quand la pluie s'est intensifiée, «nous n'avons reçu aucune alerte, si bien que ma fille est quand même allée à l'école», raconte-t-elle. «Ce n'est qu'à 23h00 que les gendarmes m'ont prévenu que la rivière avait débordé».

A Chiva, ville de près de 17.000 habitants, située à une quarantaine de kilomètres de Valence, le débâlement va encore durer des mois.

Sur l'artère principale, les édi-

fices tiennent à peine debout. Le risque d'effondrement a obligé les autorités à évacuer plus d'une centaine de personnes, la plupart âgées.

«Ils auraient dû nous prévenir bien plus tôt. Ils auraient dû déclencher l'alerte dix ou douze heures avant», s'emporte Ramon, chauffeur poids lourd. «Mais les choses sont comme ça», ajoute-t-il résigné.

Selon de nombreux témoignages sur place, beaucoup ont été pris de court. Sollicitée par l'AFP sur les messages d'alerte envoyés tardivement, la municipalité de Chiva n'a pas souhaité s'exprimer.

«En ce moment, notre objectif est de retrouver le plus de personnes possible», déclare la maire, Amparo Fort Sanchez, qui a tenu à remercier le président de la région de Valence pour «l'aide reçue». Tous deux sont du Parti populaire (conservateurs).

Pour Mario Silvestre, ancien cycliste professionnel de 84 ans, «les politiques promettent beaucoup, et puis l'aide arrive quand elle arrive».

«On parle de 300 millions d'euros... Des promesses qui, à la fin, sont oubliées. Je ne veux pas parler en mal de l'Espagne, mais c'est un fait», déclare-t-il fataliste.

Dans ce paysage de désolation, il a bien une «satisfaction» : voir «les jeunes débarquer de Valence pour aider».

Dans la banlieue de Valence Le cauchemar sans fin des victimes des inondations

De l'eau jusqu'à la taille, des pompiers sondent l'eau sombre sur laquelle flottent des morceaux de bois et des déchets. Leur crainte : trouver les corps de nouvelles victimes, après les inondations tragiques qui ont endeuillé le sud-est de l'Espagne.

Dans ce tunnel sous-terrain d'Alfajar, dans la banlieue de Valence, plusieurs voitures sont restées coincées quand des torrents de boue ont balayé mardi soir plusieurs localités de la région.

Si le soleil est revenu, les sous-sols sont encore «tous inondés», explique à l'AFP Javier Lopez, en secouant ses mains recouvertes de boue. «Maintenant qu'ils ont commencé à évacuer l'eau, j'imagine qu'on va découvrir un nombre assez élevé de victimes».

Le soir du drame, cet habitant a réussi se réfugier en lieu sûr après avoir vu une «cascade» d'eau boueuse s'engouffrer dans le tunnel, juste à côté de son domicile. Ce dernier, désormais, est sinistré. Tout comme son entreprise, située dans la ville voisine de Benetüsser.

«Le bureau, le bâtiment, les véhicules, les voitures que nous avions dans la rue... Tout est perdu», soupire Javier, abattu, aux côtés de ses amis venus l'aider à évacuer la boue entrée au rez-de-chaussée de sa maison. «Nous sommes tous sous le choc», insiste-t-il.

«TOUT PERDU»

A quelques rues de là, près de l'église de Sedaví, un camion de pompiers essaie de vider l'eau qui a envahi un parking sous-terrain de deux étages. Là encore, des personnes pourraient être restées coincées, et le cauchemar des habitants semble ne pas prendre fin.

«Nous avons pris une vague de près d'un mètre, qui ensuite a grossi et qui avait beaucoup de force. Les voitures qui arrivaient étaient empilées les unes sur les autres», raconte Paquita, une voisine de 76 ans qui a vu depuis son balcon l'eau tout emporter sur son passage. Elle espère que personne n'est



resté bloqué dans le parking. Mais ici comme dans beaucoup d'autres communes sinistrées, l'incertitude demeure. «Il y a des gens qui ont tout perdu et qui sont en plus à la recherche de leurs proches», rappelle-t-elle.

Au milieu d'une rue, un peu plus loin, une femme pousse un cri. Les voisins accourent : elle vient de voir comment le déluge a ravagé son entreprise.

Malgré le travail incessant des habitants et des bénévoles, les traces de la catastrophe apparaissent à chaque pas : ici des enchevêtrements de voitures qui empêchent le passage, là des objets recouverts de boue qui jonchent les trottoirs...

«LAISSÉS TOUS SEULS»

«Merci aux gens qui sont venus nous aider, merci à tous, parce que du côté des autorités, il n'y a personne», s'indigne Estrella Cáceres, 66 ans.

Au rez-de-chaussée de sa maison, où elle vit depuis 40 ans, l'activité est frénétique. Des amis et des membres de sa famille jettent les objets devenus inutilisables, et tentent de récupérer les souvenirs aux-

quels elle tient. Le soir des intempéries, Estrella se trouvait avec ses petits-enfants dans cette maison. En voyant le niveau de l'eau s'élever, ils sont montés au deuxième étage. «Sans cela, nous ne serions peut-être plus là, ma petite-fille et moi», assure-t-elle. Au fond de la maison, son mari Manuel essaie de nettoyer une pièce où l'eau a presque atteint un mètre et demi de hauteur. «Cela va prendre des mois, parce que nous ne pouvons pas sortir la voiture», prédit cet ancien pompier.

Devant la seule pharmacie encore ouverte à Alfajar, des dizaines de voisins font la queue. Vu d'ici, le retour à la vie normale semble encore bien loin. «Je connais beaucoup de personnes mortes et disparues», confie Charo de la Rosa, venue acheter des médicaments pour ses parents.

«Ce sont des voisins, ce sont des gens que vous aimez, avec qui vous avez grandi (...) Des gens que vous ne reverrez plus jamais et dont la mort si difficile et si cruelle aurait pu être évitée», lâche cette employée d'hôtel, en épinglant l'absence des autorités : «Ils nous ont laissés tous seuls».

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITÉ ABOU BEKR BELKAID DE TLEMCEM
Secrétariat généralAvis d'appel d'offres national ouvert
N°07 / S.G / 2024 2^{ème} appel

Acquisition d'équipements et de fournitures au profit de l'université de Tlemcen

N.I.F de l'université : 416020000130023

Conformément aux dispositions prévues aux articles 37,38, 39 et l'article 46 de la loi n°23-12 du 18 Mouharam 1445 correspondant au 05 aout 2023 fixant les règles générales aux marchés publics, l'université Abou Bekr Belkaid de Tlemcen lance un avis d'appel d'offres national ouvert en vue l'Acquisition d'équipements et de fournitures au profit de l'université de Tlemcen. Les lots objet de l'appel d'offres :

N° Lot	Intitulé du lot	Chapitre
02	Acquisition matériel audiovisuel	21-12/05
03	Acquisition matériel et consommable de photographie et de reprographie	21-12/07
04	Acquisition et réparation matériel d'entretien et de réparation	21-12/10
07	Produits d'entretien	21-13/02
09	Drapeaux nationaux	21-13/11
10	Documentation administrative et technique, y compris journaux et magazines spécialisés	21-14/01

Les entreprises intéressées par le présent avis sont invitées à retirer le cahier des charges au siège du secrétariat générale du Rectorat (service des moyens généraux) sis au: siège du rectorat de l'université Abou Bekr Belkaid de Tlemcen nouveau pôle Mansourah Tlemcen, contre le paiement de la somme de Quatre Mille dinars (4000 DA) auprès de l'agent comptable de l'université.

Les offres doivent parvenir comme suit :

- La 1^{ère} enveloppe contiendra le dossier de candidature indiquant la dénomination de l'entreprise, la Référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Dossier de candidature ».
- La 2^{ème} enveloppe contiendra l'offre technique indiquant la dénomination de l'entreprise, la Référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Offre technique ».
- La 3^{ème} enveloppe contiendra l'offre financière indiquant la dénomination de l'entreprise, la Référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Offre Financière ».
- Les Trois (03) enveloppes seront mises dans une enveloppe extérieure qui sera anonyme et comportera seulement l'indication de l'offre, l'adresse et la mention « À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » :

Appel d'offres national ouvert

N°07 / S.G / 2024 2^{ème} appel

Acquisition d'équipements et de fournitures au profit de l'université de Tlemcen

« À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Documents constituant l'offre

Conformément aux dispositions de la loi n°23-12 du 18 Mouharam 1445 correspondant au 05 aout 2023 fixant les règles générales aux marchés publics, les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » et la mention « Appel d'offres n°...07 ». Et l'objet de l'appel d'offres :

1- Le dossier de candidature contient :

- Une déclaration de candidature ;
- Une déclaration de probité ;
- Les statuts pour les sociétés ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager la société ;
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants ;

A l'appui de ces documents, l'offre de candidature devra aussi comporter un dossier administratif composé des documents suivants :

- Registre de commerce électronique comportant le code relatif à l'activité objet de l'offre du soumissionnaire.
- Numéro d'identification fiscale « NIF »
- Attestation bancaire pour le « RIB »
- Casier judiciaire en cours de validité.
- Mise à jour CASNOS en cours de validité.
- Extrait de rôles apurés et actualisés ou un échéancier de paiement avec la mention « ne figure pas sur le fichier national des fraudeurs ».
- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux (Art29 loi de finances 2009).
- Agrément et certificat de qualité.

2- L'offre technique contient :

- La déclaration à souscrire.
- Le présent cahier des charges dument renseigné, paraphé et signé et portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et approuvé ».
- Tout documents permettant l'évaluation de l'offre technique tels que, descriptifs techniques, catalogues ou mémoires techniques justificatifs de la qualité et des caractéristiques techniques des équipements proposés.
- Proposition de formation pour les utilisateurs, (durée et consistance de la formation).
- Capacités financières :
 - Bilans des trois dernières années.
 - Références bancaires.
- Capacités professionnelles :
 - Moyens humains : mise à jour délivrée par la CNAS et en cours de validité.

3- L'offre Financière contient :

- La lettre de soumission
- Le bordereau des prix unitaires
- Le détail quantitatif et estimatif
- Validité des offres : Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date de dépôt des offres.
- La durée de préparation des offres : La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse.
- La date de remise des offres : La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard 12h00 mn.
- Ouverture des plis : Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour de préparation des offres à 14h00 mn et ce à l'adresse ci-dessus indiquée, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la séance d'ouverture des plis est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

ANEP N° 2431013667 Le Quotidien d'Oran 04/11/2024



ملبنة سيدي خالد المنطقة الصناعية زعرورة تيارت -

E.P.E/S.P.A LAITERIE SIDI KHALED FILIALE-GIPLAIT

CAPITAL SOCIAL : 666.660.000.00 DA

TEL : 046.22.80.75 / FAX : 046.22.80.76

EMAIL : giplaitlask_dgtiaretl4@yahoo.com

Avis d'attribution provisoire

La Direction Générale de la laiterie sidi Khaled de Tiaret du groupe GIPLAIT (NIF : 099714042201210), informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offres national ouvert pour N° 03/2024 du 11/09/2024 publié dans les quotidiens nationaux Le Quotidien d'Oran en français et El Khabar en arabe, qu'après analyse et évaluation des offres, le marché de la réalisation d'un forage de 300 mètres de profondeur pour l'AEP est attribué provisoirement à l'entreprise suivant le tableau ci-dessous :

N°	Désignation de l'entreprise	Note de l'offre technique sur 100 points (éligibilité supérieure ou égale à 60)	Montant de l'offre en TTC (DA)	Montant de l'offre après correction en TTC (DA)	Délai de réalisation	Numéro d'identification Fiscale
01	EURL CHERIF HOSNI KHALID	75,7	24 264 100,00	25 216 100,00	Trois (3) mois	002114042391275

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures sont invités à se rapprocher du service contractant, au plus tard les trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de la présente attribution provisoire du marché.

Les soumissionnaires qui ont des objections sur le choix peuvent déposer leurs recours auprès du président de la commission des marchés à Laiterie Sidi Khaled zone Industrielle Zaaroura route de Frenda Tiaret dans un délai de dix (10) jours à partir de la première parution dans les quotidiens nationaux.

La Direction Générale

ANEP N° 2431100997 Le Quotidien d'Oran 04/11/2024

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville

Direction des équipements Publics

De la wilaya de Saida.

NIF : 422024000020299.

Avis d'attribution provisoire de marche

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégations du service public, la Direction des équipements publics de la wilaya de Saida informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'Appel d'Offres ouvert avec exigences des capacités minimales N° 40 /2024 paru dans les quotidiens nationaux «الجمهورية» En date du 17/09/2024 et «quotidien d'Oran» en date du 17/09/2024 se rapportant à la réalisation d'un collège type 07/300 R à la commune de OULED KHALED en lot unique (en deux tranches).

- tranche ferme
- sous lot N°01 : bloc pédagogique +administration+sanitaire
- sous lot N°02 : amphithéâtre
- sous lot N°03 : locaux annexes
- sous lot N°04 : chauffage
- sous lot N°05 : terrain de sport
- sous lot N°06 : VRD
- sous lot N°07 : mur de clôture
- sous lot N°08 : bloc réfectoire
- tranche conditionnelle :
- sous lot N°09 : bloc logements de fonction

♦ Qu'à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières le projet est attribué provisoirement comme suit :

Désignation du projet	Entreprise	Note tech Obtenue	Montant Après /correction en(TTC)	Délai	NIF de l'Entreprise	Critère de choix
réalisation d' un collège type 07/300 R a la commune de OULED KHALED en lot unique (en deux tranches).	EURL HAMR M BATIMENT ET CHARPENTE	95/100pts	317.711.259.71 DA	14MOIS	002348016369987	Offre moins disante

Les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières peuvent se rapprocher de la direction des équipements publics de la wilaya de Saida- service des marchés publics, dans un délai de trois jours à compter de la date de première publication du présent avis d'attribution.

Tous participants qui contestent ce choix peuvent introduire un recours dans un délai de (10) jours à partir de la première parution du présent avis.

LE DIRECTEUR :

ANEP N° 2431013569 Le Quotidien d'Oran 04/11/2024

2

21.00 Seul

11.55 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.45 La p'tite librairie
13.50 Ça commence aujourd'hui
16.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.35 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal 20h00
20.50 Journal Météo climat



Téléfilm d'aventures - France - 2023
Avec Samuel Le Bihan, Clément Bresson, Anaël Guez, Frédéric Bocquet
Sables d'Olonne, 5 novembre 2000. Le mauvais temps contraint les organisateurs de la 4ème édition du Vendée Globe à repousser le départ de 4 jours au grand dam du navigateur Yves Parlier, grand favori. Dès le début de la course, ce dernier, à bord de l'Aquitaine Innovations, prend la tête de la flotte et impose un rythme effréné à ses concurrents. Mais dans l'Océan Indien, le skipper démâte après une tempête.

3

21.05 Quantum of Solace

10.35 Le goût des rencontres Nouvelle-Aquitaine le rétro
12.55 Météo à la carte
14.25 Un cas pour deux
16.45 Duels en familles
17.20 Slam
18.05 Questions pour un champion
19.19 ICI 19/20 édition toutes régions
19.50 Tout le sport
20.13 Le journal des talents
20.20 Un si grand soleil



Film d'action - Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2008
Avec Daniel Craig, Olga Kurylenko, Mathieu Amalric, Giancarlo Giannini
James Bond est sous tension. Brisé par la mort récente de Vesper, il tue un traître qui a failli abattre M. Cette dernière l'envoie alors en mission en Haïti pour mener l'enquête sur un proche du Chiffre. Après l'avoir supprimé, Bond se fait passer pour lui. Il fait ainsi la connaissance de la mystérieuse Camille.

4

21.00 Les estivales de Culturebox

10.51 Idéfix et les Irréductibles
11.55 Manger, bouger, dormir
12.00 Les Croods (Pré)histoires de famille
13.54 ASKIP, le collège se la raconte
14.11 Anatole Latuile
15.23 Trop cool, Scooby-Doo !
16.02 Molusco
17.42 Okoo-koo
20.10 Organisation Super Insolite
20.30 T'es au top
20.45 Okoo-koo
20.55 Consomag



Concert du rappeur Franglish sur la scène des Estivales de Culturebox à l'amphithéâtre d'O à Montpellier. Franglish a grandi dans le 20e arrondissement de Paris. Il est d'origine congolaise et togolaise. Très jeune, il se passionne pour le hip-hop ainsi que le RnB français et américain. Il en écouterait toute son enfance, ce qui l'incite naturellement à faire carrière dans le rap.
22.10 Planète Rap

5

arte

C8

09.55 Le Mag de la santé
11.00 Cuisine portugaise : pastéis ou pastiches ?
12.00 Peuples de Papouasie-Nouvelle-Guinée
12.55 A vous de voir
13.35 Le Mag de la santé
14.40 François Truffaut, le scénario de ma vie
16.18 Imprévus
17.40 C dans l'air
18.55 C à vous
20.00 Vu
20.05 C à vous la suite
21.05 Sur le front
22.55 C ce soir

09.25 Le duel : Harris contre Trump
11.15 Trump-Harris, l'enjeu du Wisconsin
12.15 Voyage en eaux calmes
15.45 Les couleurs de la Chine
17.20 Invitation au voyage
18.55 Pologne : le piège de la frontière
19.30 Le dessous des images
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.50 Le dessous des cartes : l'essentiel
20.55 Viva Maria !
22.50 La cité de la violence

09.42 Chez Jordan De Luxe
12.36 William à midi : première partie
13.39 William à midi
14.12 Inspecteur Barnaby



18.04 Pascale, Eric, Yann et les autres
18.56 La tribu de Baba
19.49 Touche pas à mon poste
21.20 Commissaire Magellan



CANAL+ BOX-OFFICE 21.00

S.O.S. FANTÔMES : LA MENACE DE GLACE

Film fantastique - Etats-Unis - Canada - 2024

Avec Paul Rudd, Carrie Coon, Finn Wolfhard, McKenna Grace
La famille Spengler revient là où tout a commencé, l'emblématique caserne de pompiers de New York, pour faire équipe avec les chasseurs de fantômes qui ont mis au point un laboratoire de recherche top secret pour faire passer la chasse aux fantômes à la vitesse supérieure. Mais lorsque la découverte d'un ancien artefact libère une force maléfique, les anciens et les nouveaux S.O.S. Fantômes doivent unir leurs forces pour protéger leur demeure et sauver le monde d'une seconde ère glaciaire.

W9 21.10

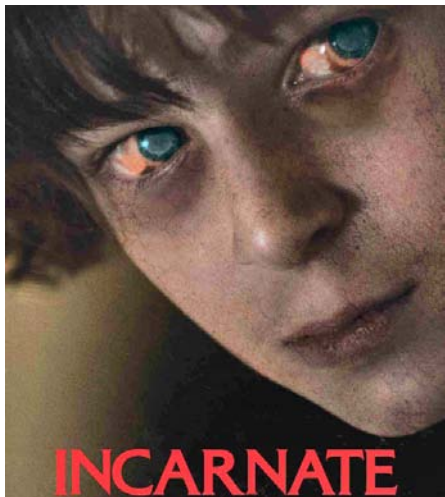
58 MINUTES POUR VIVRE



Film d'action - Etats-Unis - 1990
Avec Bruce Willis, Bonnie Bedelia, William Atherton, Reginald VelJohnson
La veille de Noël, l'inspecteur de police John McClane attend son épouse Holly à l'aéroport de Washington. Il remarque bientôt deux individus étranges qui rentrent dans des locaux interdits au public, et décide de les suivre. Son intervention provoque une fusillade et il réussit à venir à bout des agresseurs. Il alerte les responsables de l'aéroport, qui semblent n'accorder aucune importance à l'incident.

RTL9 20.55

INCARNATE



Film d'horreur - Etats-Unis - 2016
Avec Aaron Eckhart, Carice van Houten, Catalina Sandino Moreno, Keir O'Donnell
Lindsay, mère célibataire, est le témoin de très inquiétants phénomènes entourant son fils de 11 ans Cameron. Persuadée qu'il s'agit d'un cas de possession démoniaque, Lindsay et une envoyée du Vatican font appel au scientifique Seth Ember pour s'en débarrasser. Cloué dans une chaise roulante après la disparition tragique de sa famille, il est capable de s'introduire dans le subconscient de la personne possédée.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Le Daron



Série humoristique - France - Belgique - 2024
Saison 1 - Episode 5/6

- Les apparences
Avec Didier Bourdon, Mélanie Bernier, Audrey Pirault, Ludovik, Aline Afanoukoé
Daron est en week-end avec sa nouvelle amoureuse. Esther arrive la première au cabinet. Elle constate qu'elle est seule. Son père et son frère absent, la laisse en charge totale du cabinet. Heureusement Greg lui vient en aide sur le dossier de Madame Chavanel une cliente aussi exigeante que généreuse. Celle-ci risque très gros dans un cas de scandale de fuites d'informations importantes.

6

21.10 L'amour est dans le pré



Saison 19

Présenté par Karine Le Marchand
De la Nouvelle-Aquitaine à l'Occitanie en passant par le Centre-Val-de-Loire ou les Hauts-de-France, les agriculteurs à la recherche de l'âme sœur poursuivent leur aventure devant les caméras. Christophe, Brice, Karell, Valentin, Mickaël, Manuela et les six autres candidats de cette dix-neuvième saison ont déjà accueilli sur leur exploitation les deux prétendants sélectionnés lors des speed dating après la lecture des courriers.

CANAL+ 21.09 40

21.09 40



Présenté par Antoine de Caunes
La chaîne cryptée souffle ses quarante bougies. Cet anniversaire est fêté en grande pompe aux Folies Bergères, à Paris, lors de cette soirée spéciale présentée par Antoine De Caunes. L'animateur emblématique de Canal+ fera le lien entre les nombreux invités venus ouvrir l'album souvenir de ces quatre décennies.

PLANETE +

TFX

W9

10.38 Faites entrer l'accusé
12.24 Duels : Anquetil le vainqueur, Poulidor le héros
13.17 Betty Boop, l'éternelle
14.16 Les forts de Verdun
15.11 Somme 1916, la bataille insensée
16.17 L'histoire des sitcoms
17.52 Les visages oubliés de Palmyre
19.23 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 La vie secrète des pharaons
22.57 Cléopâtre, à la recherche du tombeau disparu

09.25 Gossip Girl
12.00 Les frères Scott
16.25 Quatre mariages pour une lune de miel
19.00 Star Academy, la quotidienne
20.05 Plus belle la vie, encore plus belle
21.05 Appels d'urgence

RFI

09.25 Lucifer
13.00 Unforgettable
17.25 Une saison au zoo
19.10 The Big Bang Theory
21.10 Naked and Afraid 21 jours pour survivre

09.00 W9 Hits
10.30 W9 Hits Gold
11.30 W9 Hits
12.45 Météo
12.50 NCIS
16.40 Un dîner presque parfait



19.50 Les cinquante
21.05 Météo
21.10 58 minutes pour vivre
23.20 Piège de cristal

10 ERREURS

Un fournisseur indien réduit sa quantité d'électricité au Bangladesh en raison d'impayés



Le conglomérat indien Adani a réduit de moitié l'électricité qu'il fournit au Bangladesh en raison de 850 millions de dollars d'impayés, ont indiqué dimanche des responsables du secteur de l'électricité, Dacca s'efforçant parallèlement de booster sa production pour éviter les coupures de courant. «Nous essayons de combler le déficit en faisant fonctionner d'autres centrales», a déclaré à l'AFP Rezaul Karim, président du Bangladesh Power Development Board (BPDB), un organisme public. Selon lui, le Bangladesh a versé 97 millions de dollars à Adani en octobre, une somme «plus élevée que le paiement des trois mois précédents». En septembre, Adani avait demandé à Dacca de régler son ardoise, qui avait grimpé à environ 850 millions de dollars. Le conglomérat évoquait alors une «situation insoutenable, dans laquelle nous respectons non seulement nos engagements en matière d'approvisionnement, mais aussi ceux envers nos prêteurs et nos fournisseurs, en dépit de l'augmentation des créances».

RDCongo : 118 otages échappent aux ADF



Une centaine de civils retenus en otage par les ADF (Forces démocratiques alliées) se sont échappés lors des opérations militaires conjointes menées dans la nuit de mercredi à jeudi par la coalition FARDC (Forces armées congolaises)-UPDF (Forces armées ougandaises) dans le sud-est du territoire d'Irumu, dans la province de l'Ituri, ont rapporté des médias locaux.

D'après la société civile du territoire d'Irumu, on dénombre 118 personnes, dont des mineurs et plusieurs femmes, qui se sont échappées et ont été capturées par les miliciens FPIC au village Bogi, avant d'être remises aux autorités militaires à Komand, précise le site Actualités.cd. Pascal Kisezo, président de la société civile locale, précise que ces personnes ont affirmé s'être échappées lors du bombardement de la coalition FARDC-UPDF, indique le même média.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Des milliers d'Iraniens dans la rue pour célébrer l'anniversaire de la prise d'otages de 1979



Des milliers d'Iraniens se sont rassemblés dimanche dans le centre de la capitale Téhéran et à travers le pays pour célébrer le 45e anniversaire de la prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis en 1979. Devant l'ancienne représentation diplomatique américaine, ils brandissaient

des drapeaux iraniens et palestiniens ainsi que ceux du mouvement chiite libanais le Hezbollah soutenu par la République islamique.

Beaucoup d'entre eux tenaient des pancartes aux slogans «Mort à l'Amérique» et «Mort à Israël» en persan et en anglais. Depuis samedi matin,

les médias d'Etat diffusaient les hymnes révolutionnaires dénonçant les «crimes» des Etats-Unis contre l'Iran.

Des manifestations similaires ont eu lieu dans de nombreuses autres villes du pays, notamment à Chiraz (sud), Abadan (sud-ouest), Bandar Abbas (sud) et Sari dans le nord.

Un bombardier stratégique américain participe à des exercices avec la Corée du Sud et le Japon

La Corée du Sud, le Japon et les Etats-Unis ont procédé dimanche à des exercices aériens conjoints avec un bombardier stratégique américain, a annoncé l'armée sud-coréenne, après le plus long tir de missile effectué par Pyongyang. Ces exercices se tiennent trois jours après le lancement par Pyongyang de l'un de ses missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) à propergol solide, l'un des plus puissants et les plus avancés de son arsenal, capable, selon les experts, d'atteindre des cibles aux Etats-Unis.

Le bombardier américain B-1B, pouvant transporter des charges nucléaires, des avions de chasse sud-coréens F-15K et KF-16, ainsi que des avions japonais F-2, ont été mobilisés pour les exercices, a déclaré l'armée. «L'exercice démontre l'engagement de l'alliance entre les Etats-Unis et la Corée du Sud en faveur d'une dissuasion élargie intégrée en réponse aux menaces nucléaires et de missiles croissantes de la Corée du Nord», a déclaré l'état-major interarmées de la Corée du Sud dans un communiqué.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

TRUMP ET L'ARME D'UN FASCISME RENAISSANT

frontières et qu'il n'y a lieu d'ouvrir ses portes et ses fenêtres que quand de grands intérêts sont en jeu.

Dans le monde actuel secoué par des crises amplifiées, le pari sur le maintien de la politique étrangère est évident. Seuls ses axes et ses formules changeront en fonction des locataires de la Maison Blanche.

Depuis leurs naissances, les Etats-Unis ont gardé leur âme. Dans le duel actuel entre Kamala Harris et Donald Trump il ne manque que les colts. C'est à celle ou à celui

qui tire le premier. A ce manège dualiste qui ne relève pas de la légende, l'ancien président a une longueur d'avance car les Américains ont un faible pour les animateurs des travées des saloons. Aux USA, ce ne sont pas les sondages approximatifs qui déterminent les vainqueurs, mais c'est le degré de violence qui planifie les victoires. Trump a pour lui le renouveau sans voile d'un fascisme renaissant dont l'Amérique conservatrice est friande. Il bénéficie du délestage fait dans l'embarras par le Parti démocrate d'un Joe Biden se désistant d'un duel auquel il tenait.

Finalement un pari sur Kamala ou Trump n'a aucun sens lorsque l'Amérique s'étripe sur le superflu, mais reste unie sur l'essentiel qui préserve ses propres intérêts.

Soudan : 12 civils tués au Nord Darfour à la suite d'attaques



Douze (12) civils ont été tués dans des attaques dans la région de Burdik, dans l'Etat du Nord Darfour, à l'ouest du Soudan, rapportent dimanche des médias citant des sources. Dans un communiqué relayé par des médias, les Comités de résistance d'El Fasher (militants) ont déclaré que «les Forces de soutien rapide (FSR) ont commis un massacre à Burdik et dans les villages adjacents à la ville de Kutum, dans l'Etat du Nord-Darfour».

Le communiqué a précisé que «cela a conduit à la mort de 12 personnes, à la blessure de 5 autres et à l'arrestation de 3 personnes». Pour sa part, le gouverneur de la région du Darfour, Minni Arko Minawi, a fait savoir que «ce qui se passe à Buredik est un crime qui s'ajoute au bilan des crimes humanitaires, car les citoyens sans défense sont exposés aux attaques féroces». Minawi a indiqué que «la région entière a été envahie, avec plus de 20 villages incendiés et des propriétés pillées».